

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 27

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 3
no Eperera 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 671 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2821
Arrêté n° 672 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	2822
Arrêté n° 673 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public	2823
Arrêté n° 674 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public	2823
Arrêté n° 675 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public	2824
Arrêté n° 676 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public	2825
Arrêté n° 678 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé	2825
Arrêté n° 679 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé	2826

EXTRAITS

Arrêté n° HC 195 SAISLV/th du 16 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° HC 789 ISLV du 17 décembre 2013 attribuant à la commune de Tumaraa une subvention pour la réalisation du projet suivant "Renouvellement des passages aériens des réseaux AEP", ministère de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique (258), programme 119, action 01, sous-action 06	2827
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

Avenant n° 48-2015 du 26 mars 2015 à la convention d'application n° 55-14 du 28 mars 2014 entre l'Etat, la Polynésie française et le BRGM finançant le projet "Exploitation et gestion des eaux souterraines" au titre de l'objectif spécifique 1 "Opérations diverses venant à l'appui de l'axe AEP" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Environnement - Opérations diverses venant à l'appui des axes AEP, déchets et assainissement".

2827

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Délibération n° 2015-10 APF du 26 mars 2015 portant approbation du projet d'avenant à la convention n° 50-14 du 21 mars 2014 relative à l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la 1re tranche du projet Fiber To The Home.

2828

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 349 CM du 26 mars 2015 portant création de trois réseaux d'éducation prioritaire (REP+) en Polynésie française

2833

Arrêté n° 350 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

2834

Arrêté n° 351 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti

2834

Arrêté n° 352 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti

2836

Arrêté n° 353 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

2837

Arrêté n° 354 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti

2838

Arrêté n° 355 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti

2839

Arrêté n° 356 CM du 26 mars 2015 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides

2841

Arrêté n° 357 CM du 26 mars 2015 modifiant les annexes de l'arrêté n° 1065 CM du 25 juillet 2011 fixant la liste des substances actives et préparations commerciales des pesticides autorisées en Polynésie française.

2841

Arrêté n° 358 CM du 26 mars 2015 réglementant la pêche sur le domaine public maritime, au droit de la commune de Mahina

2850

Arrêté n° 359 CM du 26 mars 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest au profit de la société civile aquacole (SCA) Tahiti Fish Aquaculture

2852

Arrêté n° 360 CM du 26 mars 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de l'EURL Rori Tuamotu aquaculture.	2853
Arrêté n° 361 CM du 26 mars 2015 portant gel des prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux.	2854
Arrêté n° 362 CM du 26 mars 2015 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial au titre de l'exploitation d'un forage d'eau sis à Haapiti, commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Jean Pasturel.	2854
Avis n° 363 CM du 26 mars 2015 sur le projet de décret relatif au régime d'autorisation préalable des concours d'enfants de treize à seize ans fondés sur l'apparence.	2856

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 214 PR du 26 mars 2015 portant refus d'autorisation de création, à titre dérogatoire, d'une officine de pharmacie dans la commune de Bora Bora, à Nunue, PK 4,400, terre Namaha, côté mer.	2856
Arrêté n° 215 PR du 26 mars 2015 portant refus d'autorisation personnelle d'ouverture d'un dépôt restreint de médicaments sur l'île de Fakarava, archipel des Tuamotu.	2857
Arrêté n° 219 PR du 26 mars 2015 portant enregistrement de la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie, dénommée "Pharmacie Paofai", sise à Papeete, quartier Paofai, rue Varney, par la SELARL Colombani-Latouche (exploitation n° 4-2015)	2857
Arrêté n° 220 PR du 26 mars 2015 accordant la reconnaissance d'intérêt général à l'association Fraternité chrétienne des handicapés.	2858

Vice-présidence

Arrêté n° 2952 VP du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 portant délégation de signature à M Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines.	2859
Arrêté n° 2967 VP/DSP du 25 mars 2015 relatif à la composition du jury pour la session 2015 du concours d'entrée à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault préparant au diplôme d'Etat d'infirmier.	2860

Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises

Arrêté n° 2945 MRE/DGAE du 25 mars 2015 portant ouverture de quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois d'avril 2015.	2860
Arrêté n° 2968 MRE/DGAE du 26 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 119 MTE du 3 septembre 2007 portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la Pacific Avenues SNC, enseigne Tahiti Océan.	2863

Ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine

Arrêté n° 2973 MTS du 26 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 2111 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'assistant(e) de vie aux familles.	2863
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine

Arrêté n° 2969 MLV du 26 mars 2015 autorisant la location de deux emprises de 2 500 mètres carrés à détacher des parcelles dépendant des terres Vaitia oru : ou Vaitiauru et Urumaru : partie, cadastrées section KA n° 70 et n° 71 sises à Faaone, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Manuel Taputu.	2863
Arrêté n° 2970 MLV du 26 mars 2015 portant abrogation de l'arrêté n° 5887 MAA du 8 août 2012 autorisant la location du lot A de la terre domaniale dénommée Taipu, cadastrée commune de Taiarapu-Est, section BE n° 81, sise à Afaahiti, au profit de Mme Marcelle Pito épouse Pifao et résiliation du bail du 17 septembre 2012.	2864

**Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues,
de la culture et de la communication**

Arrêté n° 2947 MET/ENV du 25 mars 2015 abrogeant l'arrêté n° 7919 MEM/ENV du 14 novembre 2011 et autorisant la société SIPAC à installer et exploiter un entrepôt couvert et des entrepôts frigorifiques dans la commune de Mahina (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement)	2865
Arrêté n° 2948 MET du 25 mars 2015 portant transfert de l'autorisation n° 133 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-133 accordées à Mme Rosalie Orbeck pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Wendy Edwin.	2871
Arrêté n° 2949 MET du 25 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'entreprise Tehau Tuahu	2871
Arrêté n° 2950 MET du 25 mars 2015 autorisant le navire Taporo VI à desservir l'île de Tetiaroa du 16 mars au 15 septembre 2015.	2874
Arrêté n° 2951 MET du 25 mars 2015 portant attribution à M. Francis Chougues d'une licence de capitaine-pilote pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai	2874

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2015-324 du 23 mars 2015 fixant les critères des opérations de versement d'espèces et de retrait d'espèces soumises à l'obligation d'information prévue au II de l'article L. 561-15-1 du code monétaire et financier (JORF du 25 mars 2015)	2875
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — 1° Certificat de conformité n° 436 MET du 19 mars 2015 concernant les travaux du lotissement Tuava 2	2876
2° Certificat de conformité n° 437 MET du 19 mars 2015 concernant les travaux du lotissement Tuava 3	2876
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de mars (période du 16 au 25 mars 2015)	2876
Direction régionale des douanes. — Cours des changes (période du 3 au 16 avril 2015)	2877

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	2878
Annonces diverses	2883
Marchés publics	2890

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 671 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'Etat ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2014-1029 du 9 septembre 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et pour les élections professionnelles des maîtres des établissements d'enseignement privés des premier et second degrés sous contrat et relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté n° 203 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 3 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 4 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 5 - Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
- 6 - Mme Mélina Tehaamoana, directrice adjointe des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 7 - Mme Evelyne Pastor, chef du département enseignement privé du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat ;
- 2 - M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
- 3 - Mme Théodora Haturau, chef du département des affaires financières du vice-rectorat ;
- 4 - M. Claude Volant, IA-IPR EPS au vice-rectorat ;
- 5 - M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;

- 6 - M. Adil Abounaidane, chef du département infra-structures et applications nationales du vice-rectorat ;
- 7 - M. Patrick Mattei, ingénieur d'études du vice-rectorat.

B) Représentants élus du personnel

a) Membres titulaires :

- 1 - Mme Sophie Mahea, ADJAENES principal 1re C au vice-rectorat ;
- 2 - Mme Béatrice Omar, ADJAENES principal 2e C au lycée polyvalent de Taravao ;
- 3 - M. Rainui Thunot, ADJAENES principal 2e C au collège de Faaroa ;
- 4 - Mme Olive Krauser, ADJAENES 1re C à la DGEE ;
- 5 - Mme Brigitte Mou, ADJAENES 1re C au collège de Taaone ;
- 6 - Mme Maire Torii, ADJAENES 2e C à la DGEE ;
- 7 - Mme Myléna Tetuaveroa, ADJAENES 2e C au collège de Atuona.

b) Membres suppléants :

- 1 - Mme Linda Morienne, ADJAENES principal 1re C à la DGEE ;
- 2 - Mme Ketsia Maau-Raoulx, ADJAENES principal 2e C au lycée Paul-Gauguin ;
- 3 - M. Jean-Luc Mere, ADJAENES principal 2e C au LP Mahina ;
- 4 - M. Gilbert Moo, ADJAENES 1re C au vice-rectorat ;
- 5 - Mme Sylvie Grimaud, ADJAENES 1re C à l'UPF ;
- 6 - Mme Vanina Lai, ADJAENES 1re C au collège Henri-Hiro ;
- 7 - Mme Raiatua Teahui, ADJAENES 1re C à la DGEE.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 672 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret du 13 décembre 2001 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'enseignement supérieur aux recteurs d'académies en matière de recrutement et de gestion des ingénieurs et des personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale et au sein de certains établissements publics et institutions relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de la jeunesse et des sport ;

Vu l'arrêté n° 205 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 3 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 4 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 5 - Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
- 6 - Mme Mélina Tehaamoana, directrice adjointe des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 7 - Mme Evelynne Pastor, chef du département enseignement privé du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat ;
- 2 - M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
- 3 - M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
- 4 - Mme Théodora Haturau, chef du département des affaires financières du vice-rectorat ;
- 5 - M. Claude Volant, IA-IPR EPS au vice-rectorat ;
- 6 - M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;
- 7 - M. Adil Abounaidane, chef du département infra-structures et applications nationales du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 673 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-403 du 22 avril 1960 modifié portant statut particulier des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° 204 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 4 - M. Claude Volant, IA-IPR - EPS.

b) Membres suppléants :

- 1 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 2 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat ;
- 4 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 674 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté n° 201 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 4 - M. Claude Volant, IA-IPR - EPS ;
- 5 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - M. Charles Dubois, IA-IPR sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
- 2 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur de Polynésie ;
- 3 - Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat ;
- 4 - M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
- 5 - Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 675 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifié portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

Vu l'arrêté n° 202 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 4 - Mme Dominique Salarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 5 - M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat ;
- 6 - M. Charles Dubois, IA-IPR - sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
- 7 - M. Alain Haussaire, IA - IPR économie et gestion au vice-rectorat ;
- 8 - Mme Yvette Tommasini, IA-IPR, histoire-géographie au vice-rectorat ;
- 9 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 2 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;

- 4 - Mme Francette Dommerge, faisant fonction d'IA-IPR lettres au vice-rectorat ;
- 5 - M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
- 6 - Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
- 7 - M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
- 8 - M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
- 9 - Mme Jean-Yves Breard, principal adjoint du collège du Taaone.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 676 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié notamment par le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française et le décret n° 2014-1177 du 14 octobre 2014 relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté n° 372 du 16 octobre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, *vice-recteur* ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
- 4 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur de Polynésie ;
- 5 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 6 - Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat ;
- 7 - M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat ;
- 8 - M. Charles Dubois, IA-IPR - sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
- 9 - M. Alain Haussaire, IA - IPR économie et gestion au vice-rectorat ;
- 10 - Mme Yvette Tommasini, IA-IPR, histoire-géographie au vice-rectorat ;
- 11 - M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
- 12 - Mme Francette Dommerge, faisant fonction d'IA-IPR lettres au vice-rectorat ;
- 13 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
- 14 - M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
- 15 - Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
- 16 - M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
- 17 - M. Jean-Paul Charrier, principal du collège de Tipaerui ;
- 18 - M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
- 19 - Mme Jean-Yves Breard, principal adjoint du collège du Taaone.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 678 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son chapitre IV du titre Ier de son livre 9 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif aux commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 374 du 23 octobre 2014 portant création de la commission consultative mixte locale du premier degré de l'enseignement privé de Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 2 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 679 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son chapitre IV du titre Ier de son livre 9 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif aux commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 375 du 23 octobre 2014 portant création de la commission consultative mixte locale du second degré ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

*A) Représentants de l'administration**a) Membres titulaires :*

- 1 - M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
- 2 - Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

- 1 - M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
- 2 - M. Christian Morhain, conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
- 3 - Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

Par arrêté n° HC 195 SAISLV/th du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 mars 2015—

Le présent arrêté a pour objet de modifier l'article 5 de l'arrêté n° HC 789 ISLV du 17 décembre 2013 en ce qui concerne le délai d'achèvement de l'opération.

L'article 5 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximum de quinze mois à partir de la notification de l'arrêté" ;

Lire : "exécuter cette opération au plus tard le 16 août 2015".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

AVENANT n° 48-2015 du 26 mars 2015 à la convention d'application n° 55-14 du 28 mars 2014 entre l'Etat, la Polynésie française et le BRGM finançant le projet "Exploitation et gestion des eaux souterraines" au titre de l'objectif spécifique 1 "Opérations diverses venant à l'appui de l'axe AEP" dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "Environnement - Opérations diverses venant à l'appui des axes AEP, déchets et assainissement".

- L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,
- La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Et :

- Le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), représenté par son président,

Conviennt de ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant a pour objet de modifier le délai de commencement d'exécution de l'opération prévu dans la convention d'application n° 55-14 du 28 mars 2014 relative à l'opération d'appui "Exploitation et gestion des eaux souterraines".

Art. 2. — *Exécution de la convention*

L'article 3, alinéa 2, de la convention d'application n° 55-14 du 28 mars 2014, relatif au commencement d'exécution de l'opération est modifié comme suit :

Au lieu de : "La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement".

Lire : "La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération au plus tard le 6 septembre 2015".

Art. 3. — *Disposition finale*

Les autres dispositions de la convention n° 55-14 du 28 mars 2014 restent sans changement.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2015-10 APF du 26 mars 2015 portant approbation du projet d'avenant à la convention n° 50-14 du 21 mars 2014 relative à l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la 1re tranche du projet Fiber To The Home.

NOR : ADN1500165DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 20 février 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 603-2015 APF/SG du 20 mars 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 14-2015 du 26 février 2015 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 26 mars 2015,

Adopte,

Article 1er. — Le projet d'avenant à la convention n° 50-14 du 21 mars 2014 relative à l'attribution d'une subvention de l'Etat au titre de la 1re tranche du projet Fiber To The Home dans le cadre du programme de rattrapage en matière d'équipements structurants du Fonds exceptionnel d'investissement (FEI) 2013 est approuvé.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

FONDS EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT (F.E.I.) 2013

Programme de rattrapage en matière d'équipements structurants
Projet Fiber to the home 1ère tranche

Avenant 1 n° du
à la convention n° 050-14 du 21 mars 2014

entre l'Etat et la Polynésie française

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer créant le fonds exceptionnel d'investissement ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu le décret n° 2009-1776 du 30 décembre 2009 pris pour l'application de l'article 31 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer et relatif au fonds exceptionnel d'investissement outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-Commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu la décision du Ministre des Outre-mer en date du 6 juin 2013 ;

Vu la mise à disposition d'autorisations d'engagement n° 2000118969 du 5 décembre 2014 d'un montant de 2 200 000,00 € déléguée sur le programme 123 « conditions de vie outre-mer » du Ministère des Outre-Mer ;

Vu la convention n° 050-14 du 21 mars 2014 ayant pour objet de déterminer le montant, les conditions d'octroi et les obligations de l'État et de la Polynésie française dans le cadre de la participation de l'État dans une subvention de la Polynésie française à l'Office des postes et télécommunications, pour la réalisation de la 1^{ère} tranche du projet « Fiber To The Home » ;

Vu le courrier n° 6706/PR/FM du 17 novembre 2014 relatif à l'actualisation du dossier technique de la 1^{ère} tranche du projet « Fiber To The Home » ;

L'ÉTAT (Ministère des Outre-Mer)

représenté par le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française,

et

LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

représentée par le Président de la Polynésie française,

conviennent de ce qui suit :

PREAMBULE

L'annexe de la convention n° 050-14 du 21 mars 2014 détaillait le programme de déploiement et les budgets afférents de la première tranche du projet « Fiber To The Home ».

Cependant, la convention entre la Polynésie française et l'Office des postes et télécommunications n'ayant été signée que le 25 avril 2014, plusieurs données techniques doivent être actualisées.

Ces actualisations portent notamment sur le nombre de lignes raccordables et sur la ventilation du budget d'investissement.

L'objet du présent avenant est par conséquent de prendre en compte ces actualisations en modifiant l'annexe de la convention n° 050-14 du 21 mars 2014.

ARTICLE 1

L'annexe de la convention n° 050-14 du 21 mars 2014 est remplacée par l'annexe du présent avenant. Les articles 2 et 3 de cette convention feront donc référence à cette annexe modifiée.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

Toutes les dispositions de la convention n° 050-14 du 21 mars 2014 non expressément modifiées par le présent avenant restent sans changement.

Fait en 4 exemplaires originaux

Pour la Polynésie française,

Pour l'État,

ANNEXE

Déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonné - FTTH - Fiber To The Home FEI 2013 - Tranche 1

Sommaire

- 1 Introduction
- 2 Architecture FTTH
- 3 Déploiement du réseau
 - 3.1 Activités concernées
 - 3.2 Zones éligibles - Tranche 1
- 4 Budget d'investissement

1 INTRODUCTION

L'Office des postes et télécommunications (OPT), comme beaucoup d'opérateurs historiques, se trouve confronté à l'obsolescence de son réseau d'accès. Suite aux résultats positifs des études d'opportunité réalisées en 2008, l'OPT a lancé dès 2010 un vaste programme de rénovation de son réseau de distribution en optant pour le déploiement d'une architecture de type « Fiber To The Home » (FTTH). Le périmètre du déploiement de ce réseau a été fixé à 80% des abonnés de l'archipel des Iles de la Société, soit environ 42 000 lignes.

Le déploiement est décliné en plusieurs tranches :

- tranche 1 : - déploiement du réseau sur les zones éligibles de l'île de Tahiti ;
- tranche 2 : - densification du réseau de l'île de Tahiti et extension du déploiement vers l'archipel des Iles Sous Le Vent.

Ce programme fait l'objet d'une attribution de subvention dans la cadre du Fonds exceptionnel d'investissement 2013.

Le présent document expose succinctement l'architecture du réseau et les organes mis en œuvre.

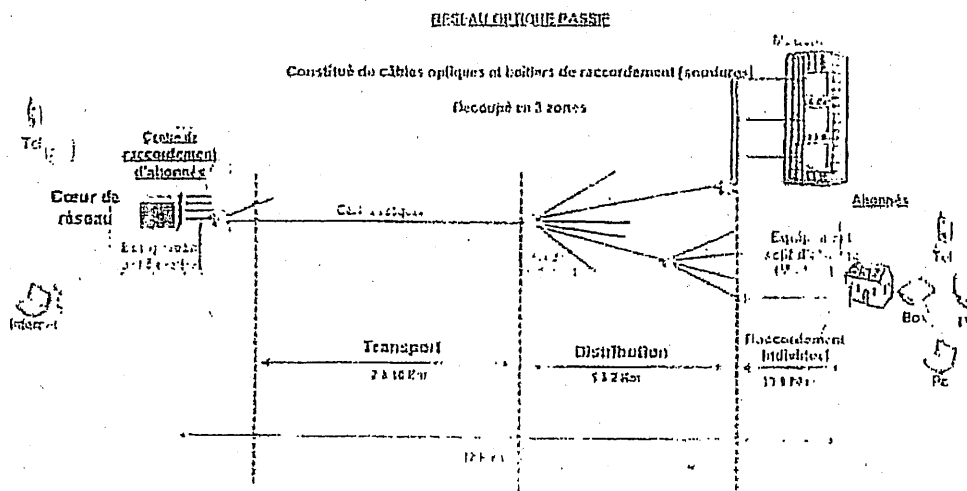
Il liste les zones éligibles et donne une estimation de l'investissement aidé.

2 ARCHITECTURE FTTH

Un réseau FTTH se décompose en trois sous ensembles d'organes dits « passifs » : le « transport » qui regroupe les câbles de grandes capacités, la « distribution » qui définit la zone de pose des câbles de moyennes comme de petites capacités ainsi que les contenants, et le « branchement », appelé aussi « raccordement individuel », qui constitue la distribution terminale de la fibre jusqu'au domicile du client, étant entendu que cette partie terminale pourra dans certains cas être maintenue en cuivre.

Le synoptique ci-après illustre cette architecture.

Architecture du réseau optique passif FTTH Point à Multipoints

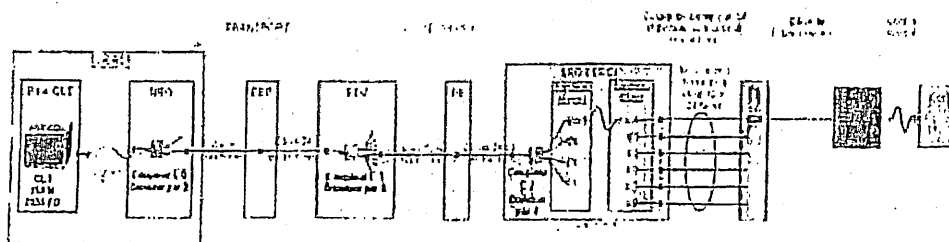


A la jonction de ces sous ensembles divers équipements de raccordement sont utilisés pour gérer l'arborescence des câbles déployés et l'épanouissement des fibres optiques.

Le nœud de raccordement optique (NRO) héberge les organes « actifs » du réseau, source du signal optique. Le point d'éclatement primaire (PEP), le point de distribution de zone (PDZ) et le point d'éclatement (PE) permettent de connecter les fibres du réseau de câbles. Le sous répartiteur optique (SRO), installé dans une armoire de rue, assure le brassage des fibres dites de « distribution 2 » à destination du point de branchement (PB).

Lors de la mise en service, un câble de branchement est installé entre le point de branchement (PB) et le point de terminaison optique (PTO). L'équipement « actif » d'extrémité, appelé Optical Network Terminal (ONT), constitue la terminaison optique / électrique du réseau.

Le schéma ci-après illustre l'interconnexion et la mise en œuvre de ces différents éléments.



3 DEPLOIEMENT DU RESEAU

3.1 Activités concernées

Le déploiement et la mise en œuvre du réseau FTTH implique plusieurs types d'activités :

- l'étude et l'ingénierie du déploiement sur les zones retenues ;
- l'essai des canalisations et des conduites souterraines ;
- le tirage des câbles de transport et de distribution ;
- l'installation des armoires de rue ;
- la mise en place des sous répartiteurs incluant éventuellement l'installation d'équipements actifs ;
- le raccordement des divers tronçons de fibres optiques et des multiplexeurs ; la recette technique de bout en bout des artères optiques.

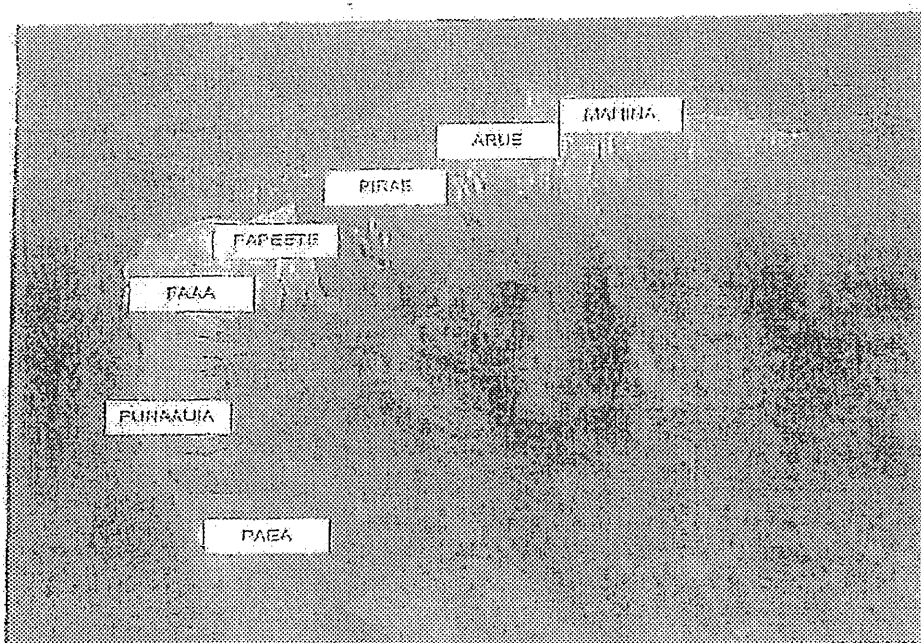
L'installation des câbles de branchement interviendra au fur et à mesure de l'ouverture du service et du raccordement des clients.

3.2 Zones éligibles - Tranche I

Comme précisé supra la tranche I cible un déploiement sur plusieurs districts et communes de l'île de Tahiti.

Les zones éligibles au déploiement du réseau FTTH ont été sélectionnées en fonction de la pénétration en ligne ADSL à haut débit.

La carte ci-après présente les districts et les communes retenus pour le déploiement de la tranche I sur l'île de Tahiti :



Le nombre de lignes déployées et les zones de déploiement sont détaillés ci-après :

Année	Zones de déploiement	Nombre de lignes déployées (tranche I)
2014	Grand Papeete Pirae - Faan - Punaauia - Mahina	6 789
2015	Grand Papeete Pirae - Faan - Punaauia - Mahina - Arue - Paca	11 810
		18 599

4 BUDGET D'INVESTISSEMENT

Dans l'état actuel de la planification du déploiement FTTH les opérations à financer sur la période concernent :

- les matériels :
 - « passifs » relatifs au réseau de distribution et de transport
 - « actifs » pour le réseau de collecte
- la main d'œuvre de l'OPT et/ou sous-traitée :
 - pour le réseau de distribution et de transport et notamment sur le tirage des câbles
 - pour le raccordement clients

La ventilation annuelle des budgets à prendre en compte au titre de la Tranche 1 du programme FEI 2013 est donnée dans le tableau ci-dessous.

Au titre de la Tranche 1 – En XPF (objet de la présente demande)					
Année	Main d'œuvre et prestations	Matériels et logiciels	Totaux annuels	dont FEI 33%	dont OPT
2014	189 762 276	25 925 499	215 687 775	71 176 987	144 510 797
2015	359 643 665	147 891 114	507 534 779	167 486 506	340 048 273
Totaux	549 405 941	173 816 613	723 222 554	238 663 494	484 559 070

Au titre de la Tranche 1 – En € (objet de la présente demande)					
Année	Main d'œuvre et prestations	Matériels et logiciels	Totaux annuels	dont FEI 33%	dont OPT
2014	1 590 208	217 256	1 807 464	596 463	1 211 001
2015	3 013 814	1 239 328	4 253 141	1 403 537	2 849 604
Totaux	4 604 022	1 456 583	6 060 605	2 000 000	4 060 605

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 349 CM du 26 mars 2015 portant création de trois réseaux d'éducation prioritaire (REP+) en Polynésie française.

NOR : DEE1500424AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-22 du 29 août 2011 portant approbation de la charte de l'éducation ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu la notification du vice-rectorat de Polynésie française du 12 janvier 2015 ;

Vu l'avis conforme du vice-recteur de la Polynésie française en date du 19 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Préambule

Dans le premier degré, comme dans le second degré, aucun élève ne doit être abandonné par le système éducatif polynésien. Tous les dispositifs doivent contribuer à la mise en œuvre des actions qui permettent aux élèves de bénéficier de parcours individualisés en fonction de leurs capacités de développement. L'instauration de réseaux d'éducation prioritaire (REP+) permet d'établir un cadre propice aux apprentissages en s'appuyant sur le travail en équipe des enseignants du premier et du second degré et sur les innovations pédagogiques. Il s'agit de mieux accompagner les

élèves dans leurs parcours, particulièrement ceux qui éprouvent des difficultés. La création des réseaux d'éducation prioritaire (REP+) contribuera à l'amélioration des réussites scolaires. Dans ces secteurs, les relations écoles/familles, partenariales seront développées au bénéfice d'une meilleure prise en charge de l'enfant et de l'adolescent.

Arrête :

Article 1er.— Trois réseaux d'éducation prioritaire (REP+) sont créés dans la commune de Faa'a, dans la commune de Papara et dans l'archipel des Tuamotu.

Art. 2.— Le réseau d'éducation prioritaire (REP+) de Faa'a est composé des écoles et de l'établissement scolaire suivants :

- l'école élémentaire de Farahei Nui ;
- l'école élémentaire de Pamatai ;
- l'école élémentaire de Piafau ;
- l'école élémentaire de Vaiaha ;
- l'école primaire de Farahei ;
- l'école primaire de Teroma ;
- l'école maternelle de Heiri ;
- l'école maternelle de Ruatama ;
- l'école maternelle de Verotia ;
- le collège Henri-Hiro de Faa'a et la section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA 6e et 5e).

Art. 3.— Le réseau d'éducation prioritaire (REP+) au sein de la commune de Papara est composé des écoles et de l'établissement scolaire suivants :

- l'école maternelle de Taharu'u ;
- l'école élémentaire de Taharu'u ;
- le collège de Papara et son centre d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD).

Art. 4.— Le réseau d'éducation prioritaire (REP+) de l'archipel des Tuamotu est composé des écoles et établissements scolaires suivants :

1 - Hao :

- l'école primaire de Hao "Te Tahua o Fariki" ;
- l'école primaire de Nukutavake ;
- l'école primaire de Niau "Faaau Nui" ;
- l'école primaire de Puka Puka "Teonemahina" ;
- l'école primaire de Rikitea "Maputeoa" ;
- le collège de Hao, son internat et son centre d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD).

2 - Rangiroa :

- l'école primaire de Manihi ;
- l'école primaire de Takaroa ;
- l'école primaire de Tiputa et Avatoru ;
- le collège de Rangiroa, son internat, son centre d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD) et son groupement d'observation dispersée (GOD) sis à Manihi.

3 - Makemo :

- l'école primaire de Aratika "Aratika" ;
- l'école primaire de Faaite "Temakohe" ;
- l'école primaire de Hikueru "Tupapati" ;
- l'école primaire de Kauehi "Tehonomea" ;
- l'école primaire de Makemo "Arikitamiro" ;
- l'école primaire de Taenga "Taenga" ;
- le collège de Makemo et son internat.

Art. 5.— L'organisation, le fonctionnement et la liste des postes affectés dans les réseaux d'éducation prioritaire (REP+) sont fixés par arrêté pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'éducation.

Art. 6.— Une évaluation pédagogique et éducative des résultats scolaires sera effectuée entre la troisième et la quatrième année d'application du présent arrêté.

Art. 7.— La fixation des régimes indemnitaires relève de la compétence de l'Etat.

Art. 8.— Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er septembre 2015, et ce pour une durée de quatre ans.

Art. 9.— Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la promotion des langues, de la culture et de la communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la promotion des langues,
de la culture et de la communication,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 350 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500272AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13679 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot urbain de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Réseau de transport urbain (RTU) ;

Vu le plan de transport de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011 modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante-deux (84 652) litres et représente un montant total de détaxe de sept millions deux cent quatre-vingt mille soixante-douze francs CFP (7 280 072 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois : Novembre-décembre.

Trajet total parcouru en km (a) : 21 874.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 9.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 196 866.

Consommation par tranche de 100 km (d) : 0,43.

Quota en litres (e = c x d) : 84 652,38.

arrondi à : 84 652.

Montant détaxe/litre (f) : 86.

Montant de la détaxe (g = e x f) : 7 280 072.

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 351 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500273AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13680 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) ;

Vu le plan de transport de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011 modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cent vingt-trois mille deux cent vingt-six (123 226) litres et représente un montant total de détaxe de dix millions cinq cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente-six francs CFP (10 597 436 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois	Novembre	Décembre
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (a)	32 113	31 624
Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) :	4	5
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b)	286 572	
Consommation par tranche de 100 km (d)	0,43	
Quota en litres (e = c x d) arrondi à	123 225,96 123 226	
Montant détaxe/litre (f)	86	
Montant de la détaxe (g = e x f)	10 597 436	

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 352 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500274AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13681 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Ouest de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) ;

Vu le plan de transport de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011 modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-quinze mille sept cent cinquante (95 750) litres et représente un montant total de détaxe de huit millions deux cent trente-quatre mille cinq cents francs CFP (8 234 500 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois	Novembre	Décembre
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (a)	25 185	24 387
Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) :	4	5

Mois	Novembre	Décembre
Trajet total parcouru en km sur la période considérée ($c = a \times b$)	222 675	
Consommation par tranche de 100 km (d)	0,43	
Quota en litres ($e = c \times d$) arrondi à	95 750,25 95 750	
Montant détaxé/litre (f)	86	
Montant de la détaxe ($g = e \times f$)	8 234 500	

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 353 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500293AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés 1972 CM du 23 décembre 2014 et n° 61 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13679 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Urbain de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Réseau de transport urbain (RTU) ;

Vu le plan de transport de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011, modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante-deux (84 652) litres et représente un montant total de détaxe de six millions huit cent cinquante-six mille huit cent douze francs CFP (6 856 812 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois : Janvier-février.

Trajet total parcouru en km (a) : 21 874.

Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) : 9.

Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b) : 196 866.

Consommation par tranche de 100 km (d) : 0,43.

Quota en litres (e = c x d) : 84 652,38.

arrondi à : 84 652.

Montant détaxe / litre (f) : 81.

Montant de la détaxe (g = e x f) : 6 856 812.

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 354 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre janvier-février, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500294AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1972 CM du 23 décembre et n° 61 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13680 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Est de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) ;

Vu le plan de transport de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011 modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cent vingt-trois mille deux cent vingt-six (123 226) litres et représente un montant total de détaxe de *neuf millions neuf cent quatre-vingt-un mille trois cent six francs CFP* (9 981 306 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois	Janvier	Février
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (a)	31 787	31 909,25
Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) :	5	4
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b)	286 572	
Consommation par tranche de 100 km (d)	0,43	
Quota en litres (e = c x d) arrondi à	123 225,96 123 226	
Montant détaxe/litre (f)	81	
Montant de la détaxe (g = e x f)	9 981 306	

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 355 CM du 26 mars 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

NOR : DTT1500295AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1972 CM du 23 décembre 2014 et n° 61 CM 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 13681 du 27 décembre 2001 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot Ouest de l'île de Tahiti, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) ;

Vu le plan de transport de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) réceptionné à la direction des transports terrestres le 14 février 2011 modifié le 15 juin 2011 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire

sus-désigné pour la période considérée, de quatre-vingt-quinze mille sept cent cinquante (95 750) litres et représente un montant total de détaxe de *sept millions sept cent cinquante-cinq mille sept cent cinquante francs CFP* (7 755 750 F CFP).

Soit, pour neuf semaines d'exploitation :

Mois	Janvier	Février
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (a)	24 653	24 85,5
Nombre de semaines décomptées sur la période considérée (b) :	5	4
Trajet total parcouru en km sur la période considérée (c = a x b)	222 675	
Consommation par tranche de 100 km (d)	0,43	
Quota en litres (e = c x d) arrondi à	95 750,25 95 750	
Montant détaxe/litre (f)	81	
Montant de la détaxe (g = e x f)	7 755 750	

Avec :

a : Trajet total parcouru en km par semaine.

b : Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.

c = a x b : Trajet total parcouru en km sur la période considérée.

d : Consommation moyenne d'un véhicule par litre aux 100 km.

e = c x d : Total de litres consommés et à détaxer.

f : Montant de la détaxe par litre.

g = e x f : Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 356 CM du 26 mars 2015 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides.

NOR : SDR1500367AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 12 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — La commission des pesticides prévue par l'article LP. 3 de la loi du pays n° 2011-19 est composée comme suit :

- le ministre chargé de l'agriculture, ou son représentant, *président* ;
- le directeur de la santé, ou son représentant, *vice-président* ;
- le chef du service du développement rural, ou son représentant, *secrétaire* ;
- le directeur de l'environnement, ou son représentant, *membre* ;
- le directeur général des affaires économiques, ou son représentant, *membre* ;
- le directeur du travail, ou son représentant, *membre* ;
- un membre élu de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire désigné par elle, ou son suppléant, *membre* ;
- un représentant d'une association pour la protection de l'environnement désigné par sa fédération, ou son suppléant, *membre* ;
- un commerçant titulaire de l'agrément de vente des pesticides désigné par la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers, ou son suppléant, *membre* ;
- un applicateur professionnel désigné par la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers, ou son suppléant, *membre*.

Lorsque l'intérêt l'exige, le président de la commission peut inviter tout expert ou toute personne qualifiée à participer aux travaux de celle-ci, sans que cet invité ne prenne part aux votes.

Art. 2. — Les membres désignés mentionnés à l'article précédant sont nommés par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du ministre chargé de l'agriculture. La durée de leur mandat est de trois ans renouvelables. Les autres membres y siègent *ès qualité* sans condition de durée.

En cas de décès, de démission ou de cessation de fonction d'un membre au cours de son mandat, son remplacement se fait dans les mêmes conditions que sa désignation pour la durée du mandat restant à couvrir.

Art. 3. — La commission se réunit sur convocation de son président au moins une fois par semestre, ou en tant que de besoin à la demande de son président ou d'au moins quatre de ses membres. L'ordre du jour est établi par le président.

La convocation est adressée aux membres de la commission au moins cinq jours francs avant la date de la réunion. Elle précise l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de la réunion. Elle est accompagnée du dossier de séance.

Art. 4. — La commission siège et délibère valablement lorsqu'au moins la moitié des membres est présente ou représentée. A défaut de quorum, la commission se réunit valablement quel que soit le nombre de membres présents, après un délai de cinq jours ouvrables suivant la date de la première réunion.

Le vote a lieu à main levée, la décision de la commission est acquise à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de la commission est prépondérante en cas de partage égal des voix.

Aucun membre ne peut prendre part aux délibérations de la commission dès lors qu'il a un intérêt dans le ou les dossiers présentés en séance.

Art. 5. — A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi par le secrétaire et signé par le président. Il est transmis dans les vingt et un jours qui suivent la réunion aux membres de la commission. Il indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des délibérations.

Art. 6. — Un règlement intérieur peut préciser, le cas échéant, les modalités de fonctionnement de la commission.

Art. 7. — Il est mis fin aux mandats en cours des membres de la commission des pesticides à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 8. — L'arrêté n° 241 CM du 16 février 2012 est abrogé.

Art. 9. — Le ministre du développement des activités du secteur primaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 357 CM du 26 mars 2015 modifiant les annexes de l'arrêté n° 1065 CM du 25 juillet 2011 fixant la liste des substances actives et préparations commerciales des pesticides autorisées en Polynésie française.

NOR : SDR1500366AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1065 CM du 25 juillet 2011 modifié fixant la liste des substances actives et préparations commerciales de pesticides autorisées en Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 12 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les annexes 1, 4 et 5 de l'arrêté n° 1065 CM du 25 juillet 2011 fixant la liste des substances actives et préparations commerciales de pesticides autorisées en Polynésie française sont abrogées et sont remplacées par les annexes jointes au présent arrêté.

Art. 2. — Les spécialités commerciales contenant la substance active paraquat sont interdites à l'importation. Elles bénéficient d'un délai de commercialisation de six mois et d'un délai d'utilisation de douze mois à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,
Jean-Christophe BOUISSOU.

Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,
Frédéric RIVETA.

Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,
Albert SOLIA.

Annexe 1 à l'arrêté fixant la liste des substances actives et préparations commerciales de pesticides autorisées en Polynésie française.

CATEGORIE I – TABLEAU 1 : PRODUITS EXTREMEMENT DANGEREUX

Substance active	Usage principal	n° CAS	DL 50 (rat en mg/kg)	Mention particulière
Brodifacoum	R	56073-10-0	0.3	
Bromadiolone	R	28772-56-7	1.12	Import autorisé sous forme de concentrat huileux ou d'appâts concentrés au maximum à 0,005%
Bromure de méthyle (modifié par AR n° 2012-422/CM)	F,I,N	74-83-9	non évaluée	Réservé au SDR et aux applicateurs titulaires de l'agrément de fumigation – Traitement de quarantaine.
Chlorophacinone	R	3691-35-8	3.1	
Chloropicrine	F	76-06-2	250	En association avec le bromure de méthyle.
Crimidine	R	535-89-7	1.25	
Difénacoum	R	56073-07-5	1.8	Import autorisé d'appâts concentrés au maximum à 0,005%
Diféthialone	R	104653-34-1	0.56	
Diphacinone	R	82-66-6	2.3	
Disulfoton	I	298-04-4	2.6	Interdit sur cultures fruitières et maraîchères – Usage sur cultures ornementales
Ethoprophos	I	13194-48-4	62	
Flocoumafen	R	90035-08-8	0.25	
Fluorure de sulfuryle	I	2699-79-8	100	Réservé aux applicateurs titulaires de l'agrément de fumigation. Traitement des denrées non autorisées.
Phosphure d'aluminium	I	20859-73-8	13.9	Réservé au SDR et aux applicateurs titulaires de l'agrément de fumigation.
Phosphure de magnésium	I	12057-74-8		Réservé au SDR et aux applicateurs titulaires de l'agrément de fumigation.

**Annexe 4 à l'arrêté fixant la liste des substances actives
et préparations commerciales de pesticides autorisées en Polynésie française**

CATEGORIE II – TABLEAU 4 : PRODUITS PEU DANGEREUX

Substance active ou préparation commerciale	Usage principal	n° CAS	DL 50	Mention particulière
2,4-DB	H	94-82-6	700	
2,4-MCPA	H	94-74-6	700	
2,4-MCPB	H	94-81-5	680	
3-chloro-p-toluidine hydrochloride (DRC1339, Starlicide)	Divers	7745-89-3	655	Usage réservé à la société d'ornithologie de Polynésie MANU et au gestionnaire de l'aéroport de Tahiti-Faa'a (service SSLIA), protection de la biodiversité, lutte contre les espèces aviaires envahissantes et nuisibles.
Acéphaie	I	30560-19-1	945	
Acibenzolar-s-méthyl	divers	135158-54-2	>2000	
Acide chloro-4-phénoxyacétique (ou 4-CPA)	RC	122-88-3	850	
Acide naphtyloxyacétique	RC	120-23-0	600	
Alachlore	H	15972-60-8	930	
Allethrine	I	584-79-2	2 150	
Améthryne	H	834-12-8	1 110	
Amitraze	Ac	33089-61-1	800	
Azaméthiphos	I	35575-96-3	1 180	
<i>Bacillus subtilis</i> QST 713	F, B	68038-70-0	> 5 000	
<i>Bacillus thuringiensis</i> sérotype 3a, 3b et var. kurstaki	I, B	68038-71-1	> 5 050	
<i>Bacillus thuringiensis</i> H14	I, B	68038-71-1	> 5 050	
<i>Beauveria bassiana</i> souche GHA	I	63428-82-0	>1,8E+08	
Bentazone	H	25057-89-0	1 100	
Bifénazate	Ac	149877-41-8	> 5 000	Autorisé uniquement sur cultures florales
Chitosan	RC, N, F	9012-76-4	16 000	
Chlorméquat chlorure (ou CCC)	RC	999-81-5	670	
Chlorantraniliprole (ou Rynaxypyr)	I	500008-45-7	> 5 000	
Chlorate de sodium	H	7775-09-9	1 200	
Cléthodime	H	99129-21-2	3265	Herbicide anti-graminées à n'utiliser qu'en pré-levée de la culture
<i>Coniothyrium minitans</i> souche CON/M/91-08	F		>2 500	
Cosmolure (ou Sordidine)	Divers	178152-25-5	> 4 000	
Cuivre (hydroxyde de)	F	20427-59-2	1 000	
Cuivre (oxychlorure de)	F	1332-40-7	1 440	
Cyantraniliprole	I	736994-93-1	> 5 000	
Cycloate	H	1134-23-2	> 2 000	
Cyhexatin	Ac	13121-70-5	540	
Cymoxanil	F	57966-95-7	1 196	Import pour usage agricole autorisé si associé à d'autres substances actives
Cyproconazole	F	94361-06-5	1 020	
Dazomet	F	533-74-4	640	
Dicamba	H	1918-00-9	1 707	
Dichlorophène	F	97-23-4	1 250	
Dichlorprop (ou 2,4 - DP)	H	7547-66-2	800	
Dichlorprop-p	H	15165-67-0	962	
Diclofop	H	40843-25-2	565	
Diclofop-méthyl	H	51338-27-3	481 à 693	

Diethyltoluamide (ou DEET)	Divers (répulsif)	134-62-3		
Difénoconazole	F	119446-68-3	1 453	
Diméthachlore	H	50563-36-5	1 600	
Diméthylarsinate de sodium	I	124-65-2	1 350	Import autorisé pour des formulations ne permettant pas l'emploi sur la végétation.
Dinocap	F, Ac	39300-45-3	980	
Disodium méthylarsonate (ou DSMA)	H	144-21-8	1 800	
Dithianon	F	3347-22-6	640	
DMP (Diméthylphthalate)	Divers	131-11-3	6 800	
Dmta-p (Diméthénamide p)	H	163515-14-8	1581	
EHD (Ethylhexanediol, Rutgers 612)	Divers	94-96-2	2 500	
Dodine (ou Doguadine)	F	2439-10-3	1 000	
Etioazole	Ac	153233-91-1	>5000	
Etridiazole	F	2593-15-9	2 000	
Fluazifop-p	H	83066-88-0		
Fluazifop-p-butyl	H	79241-46-6	2 451	
Flubendiamide	I	272451-65-7	2 000	
Flupyradifurone	I	951659-40-8	2 000	
Flusilazole	F	85509-19-9	1 100	
Flutriafol	F	76674-21-0	1 140	
Fomesafen	H	72178-02-0	1 250	
Furalaxyl	F	57646-30-7	940	
Garlic Barrier	Divers			Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Glufosinate-ammonium	H	77182-82-2	2 000	
Hexazinone	H	51235-04-2	1 690	
Hydraméthylnon	I	67485-29-4	1 200	
Icaridine (ou Bayrepel ou KBR3023 ou Picaridine)	Divers	119515-38-7	2 236 à 4 773	
Indaziflame	H	950782-86-2	2 500	
Iprobenphos	F	26087-47-8	600	
IR3535 (N-butyle-N-acétyl-3-éthylaminopropionate)	Divers	52304-36-6	> 5 000	
Isoproturon	H	34123-59-6	1 800	
Malathion	I	121-75-5	480 à 1 150	
Mécoprop (MCP)	H	7085-19-0	930	
Mécoprop-p (MCP-P)	H	16484-77-8	1 050	Import autorisé pour usage agricole si associé à d'autres substances actives
Méfluidide	H	53780-34-0	1 920	
Mefenoxam	F	70630-17-0	667	
Métaflumizone	I	139968-49-3	> 2 000	
Métalaxyl	F	57837-19-1	670	
Métamitron	H	41394-05-2	1 183	
Métarhizium anisopliae souche F52	I	67892-13-1	> 2 000	
Metconazole	F	125116-23-6	660	
Methoxyfénozide	I, RC	161050-58-4	> 5 000	
Métolachlor	H	51218-45-2	2 780	
MGK 264 (ou Vandyke 264 ou Octacide 264)	Divers	113-48-4	2 800	
Milbémectine	Ac	51596-10-2	2150	Usage réservé en culture ornementale
Monosodium méthylarsonate (ou MSMA)	H	2163-80-6	900	
Myclobutanil	F	88671-89-0	1 600	
Myrothecium verrucaria	N	67892-16-4	-	
Naphténate de zinc	F	non précisé	4 920	
Némaplus	N		6 000	Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Nitrapyrine	Bs	1929-82-4	1 072	

Novaluron	I	116714-46-6	>5000	
Oxadixyl	F	77732-09-3	1 860	
P-dichlorobenzène	I	106-46-7		
<i>Paecilomyces fumosoroseus</i> souche Apopka 97	I	-	10E+09	
<i>Paecilomyces lilacinus</i> souche 251	N	-	>2 000	
Pendiméthaline (ou Penoxalin)	H	40487-42-1	1 050	
Picoxystrobine	F	117428-22-5	>5000	
PMD (ou p-menthane-3,8 diol, ou citriodiol)	Divers	3564-98-5	> 5 000	
Prochloraze	F	67747-09-5	1 600	
Propachlore	H	1918-16-7	1 500	
Propanil	H	709-98-8	1 285 à 1 483	
Propargite	Ac	2312-35-8	2 200	
Pyridabène	Ac	96489-71-3	820	
Pyridate	H	55512-33-9	2 000	
Pyrimiphos-méthyl	I	29232-93-7	2 018	
Quizalofop éthyl	H	100760-10-9	1 670	
Resméthrine	I	10453-86-8	2 000	Interdit en agriculture
S-métolachlore	H	87392-12-9	2267	
Spinetoram	I	187166-15-0 187166-40-1	> 5 000	
Spirodiclofen	Ac	148477-71-8	>2000	
Spiromesifène	I, Ac	283594-90-1	2 000	
Spirotétramate	I	203313-25-1	> 2 000	
Sulfluramid	I	4151-50-2	543	
Tebufenpyrad	Ac	119168-77-3	595 à 997	
Tébutiuron	H	34014-18-1	644	Import autorisé pour usage agricole si associé à Diuron ou Aminotriazole
Thiamethoxam	I	153719-23-4	1563	
Thirame	F	137-26-8	560	
Triadiméfon	F	43121-43-3	602	
Triadiménol	F	55219-65-3	900	
Triallate	H	2303-17-5	2 165	
<i>Trichoderma gamsii</i> (ou <i>T. viride</i>) (ICC080)	F	67892-34-6	-	
<i>Trichoderma koningii</i>	F	67892-32-4	-	
Triclopyr	H	55335-06-3	710	
Trifloxystrobine	F	141517-21-7	>5000	
<i>Verticillium lecanii</i> (ou <i>Lecanicillium muscarium</i> ou <i>L. lecanii</i>) souche Ve6	I	67892-35-7	-	
Zirame	F	137-30-4	1 400	

**Annexe 5 à l'arrêté fixant la liste des substances actives
et préparations commerciales de pesticides autorisées en Polynésie française**

CATEGORIE III – TABLEAU 5 : AUTRES PRODUITS

Substance active ou préparation commerciale	Usage principal	n° CAS	DL 50	Mention particulière
(Z)-11-hexadécen-1-yl acétate	Divers	34010-21-4		
(Z)-11-hexadécenal	Divers	53939-28-9		
2-Phénylphénol (ou Ortho phény- phénol)	F	90-43-7	2 480	
Acide alpha naphtylacétique (ou ANA)	RC	86-87-3	1 000 à 5 900	
Acide B-indole acétique (ou AIA)	RC	87-51-4		
Acide B-indole butyrique (ou AIB)	RC	133-32-4		
Acide gibbéréllique (ou GA3)	RC	77-06-5	> 10 000	
Acide pélagronique (ou acide nonanoïque)	H	112-05-0	> 5 000	
Acide phosphorique	F	13598-36-2	> 5 000	
Acide propionique	B, Bs	79-09-04	3 500	
Acrinathrine	I	101007-06-1	> 5 000	
Alpha naphtyl acétamide (ou NAD)	RC	86-86-2	6 400	
Amitrole (ou Aminotriazole)	H	61-82-5	5 000	
Ancymidole	RC	12771-68-5	4 500	
Anthraquinone	F	84-65-1	> 5 000	
Asulame	H	3337-71-1	> 4 000	
Atrazine	H	1912-24-9	3 080	
Azadirachtine	I	11141-17-6	> 5 000	
Azoxystrobine	F	131860-33-8	> 5 000	
Bénalaxyl	F	71626-11-4	4 200	Import autorisé pour usage agricole si associé à une ou plusieurs des substances suivantes : Mancozèbe, Folpel, Fosétyl-al
Benfluraline	H	1861-40-1	> 10 000	
Bifénox	H	42576-02-3	> 6 400	Import autorisé pour usage agricole si associé à d'autres substances actives
Bioresméthrine	I	28434-01-7	> 7 000	
Biphényle	F	92-52-4	3 280	
Bitertanol	F	70585-36-3	> 5 000	
Bore	I	7440-42-8		
Borax	F	1303-96-4	4 500	
Bromacile	H	314-40-9	5 200	
Bromopropylate	A	18181-80-1	> 5 000	
Bupirimate	F	41483-43-6	4 000	
Buprofézine	I	69327-76-0	2 200	
Butachlore	H	23184-66-9	3 300	
Butoxyde de pipéronyle (PBO)	I (synergiste)	51-03-6	> 7 500	
Butraline	H	33629-47-9	> 10 000	
Butylate	F	2008-41-5	> 4 000	
Captane	F	133-06-2	9 000	
Carbétamide	H	16118-49-3	> 10 000	
Carboxine	F	5234-68-4	3 820	Import autorisé pour usage agricole si associé à une ou plusieurs des substances suivantes : Thirame, Anthraquinone, Captane.
Chlorfluazuron	IRC	71422-67-8	8 500	
Chloridazone (ou Pyrazone)	H	1698-60-8	2 420	
Chlorothalonil (ou TCPN)	F	1897-45-6	> 10 000	
Chlorprophame	H	101-21-3	> 5 000	
Chlorpyrifos-méthyl	I	5598-13-0	> 3 000	

Chlorthal-diméthyl	H	1861-32-1	> 3 000	
Chlortoluron	H	15545-48-9	> 10 000	
Clofentézine	Ac	74115-24-5	> 5 200	
Clopyralid-olamine	H	57754-85-5	4 300	
Cryolite	I	15096-52-3	> 10 000	
Cue lure (Q-lure)	Divers	3572-06-3	3 038	
Cycloxydime	H	101205-02-1	3940	
Cyprodinil	F	121552	> 2 000	
Cyromazine	I	66215-27-8	3 300	
Dalapon	H	75-99-0	9 330	
Daminozide	H	1596-84-5	8 400	
Desméthipame	H	13684-56-5	> 9 600	Import autorisé pour usage agricole si associé à Ethofumesate et Phenméthipame
Di-l-p-menthène	Divers (anti transpirant)			
Diafenthuron	Ac	80060-09-9	2 068	
Dichlobénil	H	1194-65-6	3 160	
Dichlofluanide	F	1085-98-9	> 5 000	
Dicloran (ou CNA)	F	99-30-9	4 000	
Diflubenazuron	I	35367-38-5	> 4 640	
Diflufénicanil (diflufenican)	H	83164-33-4	2000	Utilisé en association avec d'autres herbicides
Dikégulac	RC	18467-77-1	> 10 000	
Dikégulac-sodium	RC	52508-25-7	31 000	
Diméthirimol	F	5221-53-4	2 350	
Diméthomorphe	F	110488-70-5	> 5 000	
Diuron	H	330-54-1	3 400	
Dodémorphe	H	1593-77-7	4 500	
Epoxiconazole	F	106325-08-0		
Étéphon	RC	16672-87-0	> 4 000	
Ethalfuraline	H	55283-68-6	> 10 000	
Ethofumesate	H	26225-79-6	> 6 400	
Etofenprox	I	80844-07-1	> 6 400	
Fénarimol	F	60168-88-9	2 500	
Fenhexamid	F	126833-17-8	> 5 000	
Fenoxycarbe	I	79127-80-3	> 10 000	
Fenpropimorphe	F	67564-91-4	3 515	
Ferbam	F	14484-64-1	> 10 000	
Flamprop-M	H	90134-59-1	> 3 000	
Flamprop-M-isopropyl	H	63782-90-1	> 4 000	
Flamprop-M-méthyl	H	63729-98-6	1 210	
Fluazinam	F	79622-59-6	> 5 000	
Fludioxonil	F	131341-86-1	> 2 000	
Flufénoxuron	I	101463-69-8	> 3 000	
Flumetsulam	H	98967-40-9	> 5 000	
Fluométuron	H	2164-17-2	> 8 000	
Flurénol	RC	467-69-6	> 5 000	
Fluridone	H	59756-60-4	> 10 000	
Flurochloridone	H	61213-25-0	4 000	
Fluroxypyr	H	69377-81-7	> 5 000	
Flutolanil	F	66332-96-5	> 10 000	
Folpel	F	133-07-3	> 10 000	
Formaldéhyde (ou Aldéhyde formique)	F, B	50-00-0	550 à 800	
Fosamine-ammonium	H	25954-13-6	2 400	
Fosétyl-aluminium	F	39148-24-8	> 2 000	
Gamma-cyhalothrine	I	76703-62-3	50	Autorisé uniquement en usage domestique
Géraniol (Rhodinol)	Divers	106-24-1	> 20 000	
Gibbérelline A4	RC	468-44-0		
Gibbérelline A7	RC	510-75-8		

Glutaraldéhyde	F, B			
Glyphosate	H	1071-83-6	4 230	
Glyphosate (sel d'isopropylamine)	H	38641-94-0	> 5 000	
Halosulfuron-méthyl	H	100784-20-1	8866	
Harpin protéine	Divers (moyen biologique)			
Hexaconazole	F	79983-71-4	2 180	
Hexaflumuron	I	86479-06-3	> 5 000	
Héxythiazox	Ac	78587-05-0	> 5 000	
Huile de neem (<i>Azadiracta indica</i>)	I			
Huile de Karanja (<i>Pongamia pinnata</i> , <i>P. glabra</i>)	I			
Huile essentielle d'orange douce	I	8008-57-9	> 5 000	autorisée si incorporée à une spécialité commerciale à usage agricole
Hydrazide maléïque	RC	10071-13-3 ou 123-33-1	6 950	
Hydrolysats de protéines	Divers	-	Non classé	
Hydroprène	IRC	41205-09-8	> 10 000	
Hydroxy-2 éthyl-octyle, sulfure de	Divers (répulsif)	3547-33-9	8 530	
Hyméxazol (ou Hydroxyisoxazol)	F	10004-44-1	3 900	
Imazaquine	H	81335-37-7	>5000	
Imiprothrine	I	72963-72-5	1 800	
Indoxacarb	I	144171-61-9	> 5000	
Iode	F	7553-56-2		
Iprodione	F	36734-19-7	3 500	
Isocinchomérate de dipropyle	Divers (répulsif)	3737-22-2	5 230	
Isoxaben	H	82558-50-7	> 10 000	
Kaolin	Divers (répulsif)	1318-74-7		
Kasugamycin	F	6980-18-3	> 5 000	
Krésoxim-méthyl	F	143390-89-0	> 5 000	
Lénacile	H	2164-08-1	> 10 000	
Linuron	H	330-55-2	4 000	
Lufénuron	I	103055-07-8	> 2 000	
Mancozèbe	F	8018-01-7	> 8 000	
Mandipropamide	F	374726-62-2	> 5 000	
Manèbe	F	12427-38-2	6 750	
Métaborate de sodium	H	7775-19-1	4500-6000	
Metazachlore	H	67129-08-2	2150	
Méthabenzthiazuron	H	18691-97-9	> 2 500	
Méthoprene	IRC	40596-69-8	> 10 000	
Méthyl-eugénol (1,2 diméthoxy-4-(2-propényl) benzène)	divers	93-15-2	810	
Métirame-zinc	F	9006-42-2	> 10 000	
Métofluthrine	I, répulsif	240494-70-6	> 2 000	Autorisé uniquement en usage domestique
Metsulfuron méthyle	H	74223-64-6	> 5 000	
Napropamide	H	15299-99-7	5 000	
Naptalame	RC	132-66-1	8 200	
Niclosamide	M	50-65-7	5 000	
Nitrothal isopropyl	F	10552-74-6	6 400	
Norflurazon	H	27314-13-2	> 8 000	
Orthophényl phénate de sodium	F	132-27-4	2 700	
Oryzalin	H	19044-88-3	> 10 000	
Oxadiazon	H	19666-30-9	> 8 000	
Oxycarboxine	F	5259-88-1	2 000	
Oxyfluorène	H	42874-03-3	> 5 000	
Penconazole	F	66246-88-6	2 120	

Pencycuron	F	66063-05-6	> 5 000	
Pentachlorure	H	2307-68-8	> 10 000	
Péroxyde d'hydrogène	F	7722-84-1		
Phenmédiphame	H	13684-63-4	> 8 000	
Phénothrine	I	26002-80-2	> 5 000	
Phosphate ferrique	M	10045-86-0	> 5 000	
Phosphite de potassium (ou phosphonate de potassium)	F	13598-36-2	> 5 000	
Phtalate de diméthyle	Divers (répulsif)	131-11-3	8 200	
Piclorame	H	1918-02-1	8 200	
Polybutène	R, I	9003-29-6	> 5 000	
Procymidone	F	32809-16-8	6 800	
Prométon	H	1610-18-0	2 980	
Prométryne	H	7287-19-6	3 150	
Propamocarbe HCl	F	24579-73-5	8 600	
Propaquizafop	H	111479-05-1	> 5 000	
Propazine	H	139-40-2	> 5 000	
Propinèbe	F	12071-83-9	8 500	
Propyzamide	H	23950-58-5	5 620	
Proquinazid	F	189278-12-4	> 4 800	
Pymétrozine	I	123312-89-0	5 820	
Pyriméthanol	F	53112-28-0	4 150	
Pyriproxifène	I	95737-68-1	> 5 000	
Quintozène (ou PCNB)	F	82-68-8	> 1 710	
Sel de potassium d'acides gras	I	61788-65-6		
Siduron	H	1982-49-6	> 7 500	
Simazine	H	122-34-9	> 5 000	
Soufre	F, I	7704-34-9	> 3 000	
Spinosad	I	131929-60-7 131929-63-0	3 738	
Sulfamate d'ammonium	H	7773-06-0	3 900	
Tau-fluvalinate	I	102851-06-9	> 3 000	
Tébuconazole	F	107534-96-3	4 000	
Tébufénoside	I	112410-23-8	> 5 000	
Téflubenzuron	I	83121-18-0	> 5 000	
Téméphos	I	3383-96-8	8 600	
Terbacile	H	5902-51-2	> 5 000	
Terbutylazine	H	5915-41-3	2 160	
Terbutryne	H	886-50-0	2 400	
Terre de diatomée (syn. dioxyde de silice amorphe)	I, Ac	61790-53-2 7631-86-9	3 160	autorisée si incorporée à une spécialité commerciale pour l'hygiène domestique
Tétrachlorvinphos	I	22248-79-9	4 000	
Tétradifon	Ac	116-29-0	> 10 000	
Tétraméthrine	I	7696-12-0	> 5 000	
Thiabendazole	F	148-79-8	3 330	
Thiophanate-méthyl	F	23564-05-8	> 6 000	
Tolyfluanide	F	731-27-1	> 5 000	
Tralométhrine	I	66841-25-6	99	autorisé uniquement en usage domestique
Transfluthrine	I	118712-89-3	> 5 000	
Trichloroacétate de sodium (ou TCA)	H	650-51-1	3 200	
Trichoderma harzianum	Divers (moyen biologique fongicide)	67892-31-3	> 500	
Triflumuron	I	64628-44-0	> 5 000	
Trifluraline	H	1582-09-8	> 10 000	
Triforine	F	26644-46-2	> 6 000	
Vetonnature collier insectifuge pour chat et chaton	Divers	-	> 2 000	Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Vetonnature collier insectifuge pour chien et chiot	Divers	-	> 2 000	Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Vetonnature collier insectifuge pour grand chien	Divers	-	> 2 000	Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Vetonnature lotion insectifuge pour chien et chat	Divers	-	> 2 000	Autorisé uniquement sous cette formulation commerciale
Vinclozoline	F	50471-44-8	10 000	
Zinèbe	F	12122-67-7	> 5 000	

ARRETE n° 358 CM du 26 mars 2015 réglementant la pêche sur le domaine public maritime, au droit de la commune de Mahina.

NOR : DRM1500419AC

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 modifiée portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la loi n° 91-6 du 4 janvier 1991 modifiée portant homologation des dispositions prévoyant l'application de peines correctionnelles et de sanction complémentaires, de délibération de l'assemblée territoriale de Polynésie française et édictant les dispositions pénales et de procédure pénale applicables en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2010-462 du 6 mai 2010 créant un livre IX du code rural relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine ;

Vu le courrier du maire de la commune de Mahina n° MAH/DGS 749-14 du 8 juillet 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est délimitée une partie du domaine public maritime, au droit de la commune de Mahina, dénommée Zone de pêche réglementée Hotu Ora comme suit :

- point A : 235602 E / 8063830 S ;
- point B : 235255 E / 8063987 S ;
- point C : 235153 E / 8064611 S ;
- point D : 235980 E / 8064322 S.

Les limites de cette zone de pêche réglementée précitée sont repérées chacune par 4 points remarquables ABC et D dont les coordonnées GPS dans le système de référence spatiale WGS 1984 UTM Zone 6S sont précisément déterminées.

Ces zones incluent la partie concernée de la pente externe du récif sur une distance de 100 mètres au-delà de la crête récifale.

Des amers de couleur jaune sont implantés afin de matérialiser l'alignement qui joint les points référencés ci-dessus, depuis la limite du domaine public maritime côté terre, jusqu'à 100 mètres au-delà de la crête récifale côté océan, et tel que cela est représenté sur le plan ci-annexé dressé par la direction des ressources marines et minières.

Art. 2. — Dans la zone de pêche réglementée Hotu Ora citée à l'article 1er du présent arrêté, toute pêche, de toute espèce, est interdite ; à l'exception des campagnes de ramassage et de pêche de l'étoile de mer *Acanthaster planci*, dénommée en Polynésie française "taramea", organisées sur cette commune. La détention de toutes espèces marines dans des enclos, viviers ou parcs d'agrément est également prohibée.

Art. 3. — Le ministre du développement des activités du secteur primaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ZPR MAHINA - Récif de la pointe vénéus



ARRETE n° 359 CM du 26 mars 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest au profit de la société civile aquacole (SCA) Tahiti fish aquaculture.

NOR : DRM1500227AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1727 CM du 7 novembre 2011 portant modification des articles A. 221-2 et A. 221-30 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la notice d'impact sur l'environnement effectuée par Fenuea environnement, étude référencée n° 2010-008 ;

Vu la demande de M. Eddy Laille, gérant de la SCA Tahiti fish aquaculture du 4 août 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 21 octobre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée au profit de la SCA Tahiti fish aquaculture, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 4 380 mètres carrés sis à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation de 5 cages d'élevage de paraha peu, près de la passe Teavarahi.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de vingt (20) années consécutives à compter de la date du présent arrêté. L'occupation du domaine public maritime ainsi autorisée peut être révoquée pour inexécution tel que prévu par les dispositions de l'article 34 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenuea à Orovini), est fixé à *quarante-trois mille huit cents francs CFP* (43 800 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/b de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

Art. 5. — En application de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, la SCA Tahiti fish aquaculture dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté, pour effectuer à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux de son ancien emplacement en leur état d'origine, qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 6. — L'arrêté n° 8346 MRM modifié du 22 novembre 2010 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime sis dans la commune de Tautira au profit de la société civile aquacole (SCA) Tahiti fish aquaculture, est abrogé.

Art. 7. — Le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

ARRETE n° 360 CM du 26 mars 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Apataki, commune de Arutua, au profit de l'EURL Rori Tuamotu aquaculture.

NOR : DRM1500240AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2010-55 APF du 2 octobre 2010 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des aquaculteurs de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 1727 CM du 7 novembre 2011 portant modification des articles A. 221-2 et A. 221-30 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 573 CM du 25 avril 2013 modifié portant application de la délibération n° 2012-50 APF du 22 octobre 2012 portant mise en place de mesures spécifiques de gestion pour certaines espèces aquatiques ;

Vu la demande de M. Heimanu Michel Riba-Adell, gérant de l'EURL Rori Tuamotu aquaculture du 1er juin 2014 ;

Vu l'avis du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 2 juillet 2014 ;

Vu l'avis du maire délégué de la commune associée de Apataki du 4 juillet 2014 ;

Vu l'avis de la commission unique du domaine public de la pêche du 21 octobre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de l'EURL Rori Tuamotu aquaculture, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 sus- visé, l'autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 24 474 mètres carrés sis à Apataki, commune de Arutua.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour une activité d'élevage d'holothuries près du motu Teavatia :

- le premier emplacement d'une superficie totale de 18 777 mètres carrés, composé de deux (2) enclos de grossissement (8 247 mètres carrés et 7 829 mètres carrés) et d'un (1) enclos pour une écloserie (2 701 mètres carrés) ;
- le deuxième emplacement composé d'un (1) enclos de grossissement d'une superficie de 5 697 mètres carrés.

Et tel que ces emplacements figurent sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixé à *deux cent quarante-quatre mille sept cent quarante francs CFP* (244 740 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/b) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Toutefois cette redevance est réduite à *cent vingt-deux mille trois cent soixante-dix francs CFP* (122 370 F CFP) les trois premières années.

Art. 5.— Le ministre du développement des activités du secteur primaire et le ministre du logement, et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 361 CM du 26 mars 2015 portant gel des prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux.

NOR : DAE1500071AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-1-13° de la loi n° 2009-544 du 27 mai 2009 ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié réglementant les prix de vente au public des produits pharmaceutiques ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 16 mars 2015 et jusqu'au 15 septembre 2015 le prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux, relevant de l'article 2 de l'arrêté n° 1784 CM du 31 décembre 2001 modifié susvisé, est déterminé par référence au prix de vente TTC métropolitain correspondant au fichier informatique DATASEMP dans sa version 214C du mois d'octobre 2014 mise en application en Polynésie française le 16 février 2015.

Art. 2. — Par dérogation à l'article 1er, le prix maximum de vente au consommateur final des spécialités pharmaceutiques remboursées aux assurés sociaux, mises sur le marché après le 16 février 2015, est déterminé par référence au prix de vente TTC métropolitain figurant au fichier informatique DATASEMP au jour de leur mise sur le marché.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la relance économique,
du tourisme et des transports
aériens internationaux,
de l'industrie, du commerce
et des entreprises,*
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 362 CM du 26 mars 2015 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial au titre de l'exploitation d'un forage d'eau sis à Haapiti, commune de Moorea-Maiao, au profit de M. Jean Pasturel.

NOR : DEQ1500386AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation des dépendances du domaine public ;

Vu la lettre de M. Jean Pasturel datée du 10 octobre 2013 ;

Vu la saisine de M. le maire de la commune de Moorea-Maiao par lettre n° 7343 DEQ/GEG du 25 novembre 2013 ;

Vu l'avis du centre de l'hygiène et de salubrité publique de la direction de la santé par lettre n° 28 MSP/DSP/CHSP du 7 janvier 2014 ;

Vu l'avis de la subdivision de Moorea de la direction de l'équipement par lettre n° 867-14 MOOR datée du 20 octobre 2014 ;

Vu la note du secrétariat général du gouvernement datée du 14 novembre 2014 ;

Vu la lettre de M. Jean Pasturel datée du 7 décembre 2014 ;

Vu le rapport d'intervention n° 86-15 MOOR du 26 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée, au profit de M. Jean Pasturel, BP 8032 Haapiti 98728 Moorea, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public fluvial, au titre de l'exploitation d'un forage d'eau souterraine, au droit de la terre Tearapupu-Arihopu-Paaraara-Pautu-Vainato, lot 4 surplus partie, au PK 20,800, sis à Haapiti, dans la commune de Moorea-Maiao, pour l'alimentation en eau potable des lotissements "domaine agricole Pasturel" et "résidence Pasturel".

Tel que le tout figure sur le plan de délimitation, échelle 1/500e, réf. D : M040 - 11, indice n° 6, levé et dressé en août 2011 par Topo Pacifique, joint au dossier du bénéficiaire et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une période de neuf (9) années consécutives, à compter de la date du présent arrêté, sous les clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- il est tenu d'obtenir, au préalable, toutes les autorisations administratives rendues obligatoires par la législation en vigueur et nécessaires pour l'exercice de son activité prévue au titre de l'occupation et pour tous travaux immobiliers ;
- il est tenu de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisations administratives ;
- il est tenu de suivre les recommandations du Centre d'hygiène et de salubrité publique de la direction de la santé, énumérées dans la lettre n° 28 MSP/DSP/CHSP du 7 janvier 2014 ;
- il doit respecter les prescriptions imposées par la réglementation en vigueur en matière d'hygiène, de potabilité et contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et de périmètre de protection ;
- il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- il ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction lors d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public fluvial, par les agents de la direction de l'équipement ;
- il est tenu, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, de toute autre intervention sur le domaine public ;
- il est seul responsable de tout dommage et de toute contamination de la ressource en eau causée par l'exploitation du forage d'eau ;
- la Polynésie française ne peut, en aucun cas, être mise en cause ou appelée en garantie par le bénéficiaire pour quelque cause ou quelque motif que ce soit ;
- il est tenu de maintenir installé un compteur d'eau destiné à déterminer la consommation en eau tirée du captage autorisé.

Art. 3. — La présente autorisation d'exploitation est consentie moyennant une redevance fixée à quinze (15) francs CFP par mètre cube pompé à compter de la date du présent arrêté.

Néanmoins, la Polynésie française se réserve le droit de fixer, par la suite, une autre redevance en cas d'adoption d'un nouveau texte réglementaire. Le montant de cette redevance sera fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, une indemnité pour occupation sans titre dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée jusqu'à la date du présent arrêté est exigible.

L'indemnité pour occupation sans titre est payable à compter de la date du présent arrêté pour un montant de quatre mille neuf cent cinq (4 905) francs CFP correspondant à la période de fin décembre 2013 au 23 janvier 2015.

Pour la période du 24 janvier 2015 à la date de renouvellement du présent arrêté, le bénéficiaire devra fournir les volumes d'eau consommés qui seront additionnés à sa consommation d'eau pour l'année 2015.

Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir chaque mois, à la direction des affaires foncières (recette-conservation des hypothèques), le relevé de son compteur.

Le montant de la redevance due est versée trimestriellement à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Art. 4. — Toute demande de renouvellement de l'occupation est effectuée six (6) mois au moins avant la date d'échéance de la présente autorisation.

Cette demande est adressée par simple lettre à la direction de l'équipement (BP 85 Papeete, 98713 Tahiti).

Art. 5. — La présente autorisation n'est accordée qu'à titre personnel et précaire. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des recommandations de la direction de l'équipement entraîne la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 6. — En cas d'inobservations de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente peut soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Art. 7. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
des transports intérieurs
et de l'environnement,*
Albert SOLIA.

AVIS n° 363 CM du 26 mars 2015 sur le projet de décret relatif au régime d'autorisation préalable des concours d'enfants de treize à seize ans fondés sur l'apparence.

NOR : DCF1500411AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre n° HC 230 DIRAJ/BAJC/lc du 9 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif au régime d'autorisation préalable des concours d'enfants de treize à seize ans fondés sur l'apparence, appelle un avis favorable.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

**ARRETES DU PRESIDENT
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

PRESIDENCE

ARRETE n° 214 PR du 26 mars 2015 portant refus d'autorisation de création, à titre dérogatoire, d'une officine de pharmacie dans la commune de Bora Bora, à Nunue, PK 4,400, terre Namaha, côté mer.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 556 CM du 23 avril 2002 modifié relatif au dossier justificatif à produire pour une demande de création, de transfert ou d'exploitation d'une officine de pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 10 janvier 2013 ;

Vu la demande d'autorisation de création, par la voie dérogatoire, et d'exploitation d'une officine de pharmacie dans la commune de Bora Bora, à Nunue, PK 4,400, terre Namaha, côté mer, formulée par M. Jean Roussin-Bouchard, pharmacien, en date du 22 octobre 2014 enregistrée le 4 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission de régulation en date du 22 janvier 2015 ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 15 janvier 2015 ;

Vu l'avis de la présidente du syndicat des pharmaciens des îles et de Tahiti en date du 21 janvier 2015 ;

Vu la saisine de la présidente du syndicat des pharmaciens de la Polynésie française en date du 11 décembre 2014 ;

Considérant que l'alinéa 3 de l'article 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée, dispose que "dans les communes d'une population supérieure à 7 000 habitants à l'exception des communes de Papeete et de Faa'a, il ne peut être délivré plus d'une licence par tranche entière de 7 000 habitants" ;

Considérant qu'en application de l'alinéa 5 de l'article 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée une dérogation peut être accordée si les besoins de la population l'exigent ;

Considérant qu'en application des alinéas 5 et 6 de l'article 26 de la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée une dérogation peut être accordée, à condition de tenir compte de la population définie par le décret susvisé ayant ordonné un dénombrement complémentaire ;

Considérant que la population de la commune de Bora Bora était de 9 690 habitants au dernier recensement ;

Considérant que la commune de Bora Bora compte déjà une officine pour 9 690 habitants ;

Considérant que la distance réglementaire entre deux officines est respectée, le projet étant situé à 1,2 kilomètre de l'officine existante ;

Considérant que le tour de l'île de Bora Bora est d'une trentaine de kilomètres, il n'a pas été démontré que l'emplacement proposé répond à un réel besoin de la population ;

Considérant qu'en conséquence, aucun impératif de santé publique ne nécessite l'ouverture d'une deuxième officine à l'emplacement proposé,

Arrête :

Article 1er. — La demande d'autorisation présentée par M. Jean Roussin-Bouchard, pharmacien, afin de créer à titre dérogatoire, une officine de pharmacie ouverte au public dans la commune de Bora Bora, à Nunue, PK 4,400, terre Namaha, côté mer, est refusée.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 215 PR du 26 mars 2015 portant refus d'autorisation personnelle d'ouverture d'un dépôt restreint de médicaments sur l'île de Fakarava, archipel des Tuamotu.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 modifiée étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie ;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 modifié fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1454 du 24 décembre 2012 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2012, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 10 janvier 2013 ;

Vu la circulaire n° 4855 MSP du 14 août 2006 liste déontologique fixant la liste limitative des médicaments pouvant être mis sur le marché par des commerçants personnellement autorisés à détenir des dépôts restreints de médicaments ;

Vu la demande de vente de médicaments au sein du magasin dénommé "Teariki", sur l'île de Fakarava, formulée par M. Roger Auméran, commerçant non pharmacien, enregistrée le 25 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission de régulation en date du 22 janvier 2015 ;

Vu l'avis du président de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 15 janvier 2015 ;

Vu la proposition du directeur de la santé en date du 12 mars 2015 ;

Considérant que le premier alinéa de l'article 17 du décret n° 55-1122 du 16 août 1955 modifié stipule que dans le cas où la densité des officines ouvertes est insuffisante pour les besoins de la population, des autorisations personnelles d'ouverture de dépôts de médicaments peuvent être accordées à des commerçants non pharmaciens ;

Considérant l'absence d'officine ouverte au public et de dépôts de médicaments dans l'île de Fakarava ;

Considérant que l'île de Fakarava comprend à ce jour un centre de santé ;

Considérant qu'au recensement susvisé effectué en 2012, la population de l'île de Fakarava était de 824 habitants ;

Considérant qu'en conséquence, l'offre de soins présente dans l'île de Fakarava permet de répondre aux besoins en médicaments de la population,

Arrête :

Article 1er. — La demande d'autorisation personnelle présentée par M. Roger Auméran afin d'ouvrir un dépôt restreint de médicaments au sein du magasin Teariki, sur l'île de Fakarava, archipel des Tuamotu, est rejetée.

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 219 PR du 26 mars 2015 portant enregistrement de la déclaration d'exploitation de l'officine de pharmacie, dénommée "Pharmacie Paofai", sise à Papeete, quartier Paofai, rue Varney, par la SELARL Colombani-Latouche (exploitation n° 4-2015).

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 modifiée relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 556 CM du 23 avril 2002 modifié relatif au dossier justificatif à produire pour une demande de création, de transfert ou d'exploitation d'une officine de pharmacie ;

Vu l'arrêté n° 1599 CG du 26 mai 1981 autorisant l'ouverture par voie de création d'une officine de pharmacie à Papeete (Tahiti) par Mme Elizabeth Farine épouse Fichter, pharmacien (licence n° 29) ;

Vu l'arrêté n° 371 AA du 26 mars 1982 portant récépissé de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie sise à Papeete quartier Paofai (n° 17) ;

Vu la demande d'enregistrement de la modification d'exploitation de l'officine de pharmacie ouverte au public dénommée "Pharmacie Paofai", sise à Papeete, quartier Paofai, rue Varney, formulée par Mme Marie-France Colombani et M. Stéphane Latouche, pharmaciens cogérants de la SELARL Colombani-Latouche, en date du 2 février 2015 ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 10 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est enregistrée la déclaration faite par Mme Marie-France Colombani et M. Stéphane Latouche, docteurs en pharmacie, pour exploiter sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée l'officine de pharmacie dénommée "Pharmacie Paofai", sise à Papeete, quartier Paofai, rue Varney.

Art. 2. — La société d'exercice libéral à responsabilité limitée est dénommée SELARL Colombani-Latouche.

Art. 3. — Sont enregistrés comme pharmaciens exerçants dans la SELARL Colombani-Latouche, Mme Marie-France Colombani et M. Stéphane Latouche, docteurs en pharmacie, cogérants de ladite société.

Art. 4. — La SELARL Colombani-Latouche est autorisée à exploiter l'officine de pharmacie ouverte au public dénommée "Pharmacie Paofai", sise à Papeete, quartier Paofai, rue Varney, (exploitation n° 4-2015), sous réserve de la transmission préalable au ministère chargé de la santé (direction de la santé) avant tout début d'exploitation, des documents suivants :

- l'acte de transfert de propriété ;
- la déclaration de la date effective de début d'exploitation ;

- l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française de Mme Marie-France Colombani et de M. Stéphane Latouche en qualité de pharmaciens titulaires de ladite officine ;
- l'inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française de la SELARL Colombani-Latouche.

Art. 5. — Toute modification apportée dans les conditions d'exploitation, le nombre et la qualité des associés doit être portée à la connaissance du ministère chargé de la santé (direction de la santé).

Art. 6. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 220 PR du 26 mars 2015 accordant la reconnaissance d'intérêt général à l'association Fraternité chrétienne des handicapés.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts de la Polynésie française, notamment les paragraphes 5 et 5 bis de l'article 113-4 ;

Vu l'arrêté n° 1136 CM du 16 octobre 1992 modifié définissant les modalités et conditions de reconnaissance d'intérêt général ou collectif des associations et organismes du territoire ;

Vu la demande de l'association la Fraternité chrétienne des handicapés reçue le 23 décembre 2014 et complétée le 2 février 2015 ;

Considérant l'objet et les activités de l'association susvisée en vue d'apporter à toutes les personnes handicapées l'aide spirituelle et matérielle qui allégeront leur souffrances et leur solitude, en suscitant chez eux la volonté de se prendre en charge mutuellement pour leur permettre de mener une vie plus épanouie et heureuse,

Arrête :

Article 1er. — Est reconnue d'intérêt général l'association Fraternité chrétienne des handicapés dont le siège social est fixé à Papeete, quartier de la Mission, centre de la Fraternité chrétienne.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à Mme Pauline Moua, présidente de l'association de la Fraternité chrétienne des handicapés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Edouard FRITCH.

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 2952 VP du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 portant délégation de signature à M Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 modifié portant délégation de signature à M Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines,

Arrête :

Article 1er.— L'article 4 de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 susvisé est modifié comme suit :

I. Le 7° est rédigé comme suit :

7° Communication du dossier lors de la mise en œuvre de la procédure disciplinaire à rencontre des fonctionnaires et des fonctionnaires stagiaires relevant du statut général de la fonction publique ainsi que des agents non titulaires ;

II. Le 8° est rédigé comme suit :

8° Autorisations d'absence pour participer aux manifestations sportives et culturelles dans les conditions fixées par le conseil des ministres ou dans le cadre des facilités syndicales ;

III. Le 12° est rédigé comme suit :

Décisions relatives à l'autorisation de travailler à temps partiel, à la mise en position de détachement, de disponibilité, de mise à disposition et de congé parental des fonctionnaires et autres agents relevant du droit public ;

IV. Il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

17° Décisions portant suspension de contrat des agents relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ;

18° Composition des commissions administratives paritaires et de la commission d'interprétation de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française ;

19° Report du terme initial du stage.

Art. 2.— Il est ajouté un 12° à l'article 5 de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 susvisé, rédigé comme suit :

12° Décisions relatives à l'attribution des indemnités d'isolement à l'exception des agents non titulaires.

Art. 3.— L'article 15 de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 susvisé est rédigé comme suit :

Les actes visés aux articles précédents peuvent en outre être signés par Mme Valérie Clément, directrice adjointe, qui assure la suppléance du directeur en cas d'absence, d'empêchement ou de congés de M. Bruno Lonjon.

Art. 4.— L'article 16 de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 susvisé est rédigé comme suit :

M Henri Chan, chef de la "section administration du personnel", reçoit délégation à l'effet de signer les actes suivants et les correspondances courantes qui y sont afférentes :

1° Autorisations de cumul de congés annuels en vue de l'obtention de congés administratifs ;

2° Visa de conformité sur le plan juridique des actes de nomination, affectation, changement de position statutaire, classement, promotion et rémunération à titre principal et accessoire des fonctionnaires de la Polynésie française, des agents non titulaires et des agents relevant de la convention collective des agents non-fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française à l'exception, mais seulement en ce qui concerne la gestion, du personnel technique relevant de la cinquième catégorie affecté à la direction de l'équipement ;

3° Délivrance de certificats administratifs.

Art. 5.— L'article 17 de l'arrêté n° 9576 VP du 3 novembre 2014 susvisé est rédigé comme suit :

- Mme Meari Richmond, responsable de la cellule formation, reçoit délégation à l'effet de signer les correspondances courantes relatives à la formation ainsi que les convocations des stagiaires aux actions de formation.

Art. 6.— Mme Isabelle Botharel, Mme Aurore Brunet, Mme Herehau Taea et M. Bryan Lifont, juristes affectés au "département réglementation et contentieux" sont autorisés à représenter la Polynésie française à la barre des tribunaux.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 2967 VP/DSP du 25 mars 2015 relatif à la composition du jury pour la session 2015 du concours d'entrée à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault préparant au diplôme d'Etat d'infirmier.

Le vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommée "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 modifié portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2009 modifié relatif au diplôme d'Etat d'infirmier ;

Vu l'arrêté n° 1593 CM du 12 novembre 2014 portant nomination de M. François Laudon en qualité de directeur de la santé ;

Vu l'arrêté n° 10251 VP du 21 novembre 2014 portant délégation de signature à M. François Laudon, directeur de la santé,

Arrête :

Article 1er. — Pour la session 2015 du concours d'entrée à l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault préparant au diplôme d'Etat d'infirmier, le jury est composé ainsi qu'il suit :

- le directeur de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault, *président* ;

Infirmiers cadres de santé formateurs :

- Mme Geneviève Thorel, titulaire ;
- Mme Sylvie Tomas, titulaire ;
- Mme Victorine Peu, suppléante ;
- Mme Isaline Teuru-Voirin, suppléante.

Infirmiers cadres de santé exerçant en secteur de soins :

- M. Christophe Hontang, cadre de santé en pédiatrie au CHPF ;
- M. Jean-Pierre Bellon, cadre de santé en cardiologie au CHPF.

Personnes qualifiées :

- Mme Claude Colliot-Fanaura, directrice des soins au CHPF ;
- Mme Nelly Schmitt, maître de conférences à l'UPF ;
- Mme Susana Diaz, cadre de santé au CCSHSS.

Art. 2. — L'arrêté n° 1430 VP/DSP du 17 février 2015 portant composition du jury de sélection (admissibilité et admission) du concours d'entrée à la formation en soins infirmiers de la session 2015 est abrogé.

Art. 3. — Le directeur de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.

Pour le vice-président et par délégation :

Le directeur de la santé,
François LAUDON.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DU TOURISME ET DES TRANSPORTS
AERIENS INTERNATIONAUX,
DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE
ET DES ENTREPRISES**

ARRETE n° 2945 MRE/DGAE du 25 mars 2015 portant ouverture de quotas d'importation de certains fruits frais et légumes frais pour le mois d'avril 2015.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 17 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce, et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1283 CM du 20 octobre 1986 modifié relatif au régime d'importation de fruits et légumes frais ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'avis de la conférence agricole consultative réunie le 20 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les importations de fruits frais et légumes frais ci-après désignés sont autorisées pour le mois d'avril 2015 dans la limite des quotas suivants :

- tomates : 20 tonnes (1) ;
- tomates-cerises : néant ;
- choux pommés : néant ;
- choux-fleurs : libre (1 et 2) ;
- brocolis : libre (1 et 2) ;
- carottes : libre (1) ;
- salades de toutes variétés sur pied : néant ;
- salades 4e gamme (lavée, découpée et sous sachet plastique : 15 tonnes (1 et 2) ;
- concombres : néant ;
- navets : néant ;
- piments : libre (1 et 2) ;
- poivrons verts : néant ;
- poivrons autres que verts : 6 tonnes (1) ;
- haricots verts : libre (1 et 2) ;
- aubergines : néant ;
- courgettes : néant ;
- courges : libre (1) ;
- poireaux : libre (1) ;
- radis : libre (1) ;
- persil : 1 tonne (1 et 2) ;
- pommes de terre : libre (1) ;
- oranges : 81 tonnes (1) ;
- mandarines : 30 tonnes (1) ;
- citrons : néant ;
- pastèques : 47 tonnes (1) ;

- melons : 10 tonnes (1) ;
- pamplemousse ou pomelos : néant ;
- litchis : libre (1 et 2).

(1) Importation par voie maritime.

(2) Importation par voie aérienne.

Art. 2. — Un quota supplémentaire équivalent à 10 % des quotas ouverts par produit peut être alloué par la direction générale des affaires économiques aux autres importateurs non répertoriés ou dans le but de procéder à des ajustements dus à d'éventuelles erreurs, à caractère exceptionnel, des importateurs.

Art. 3. — En situation de fermeture ou de contingentement à l'importation, tous les fruits et légumes biologiques ou organics sont autorisés à l'importation sous couvert d'une licence d'importation dans la limite d'un quota maximal équivalent à un pour cent (1 %) du volume de consommation mensuel du produit concerné.

Art. 4. — Un quota d'importation de certains fruits et légumes peut être ouvert, à titre exceptionnel et accordé en cours de mois, notamment en cas d'absence ou de pénurie de la production locale, et ce, sans limite de poids.

Art. 5. — Les quotas ouverts sont répartis par la direction générale des affaires économiques entre les importateurs répertoriés sur la base du tableau de répartition joint en annexe.

Art. 6. — Le directeur des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

REPARTITION DES QUOTAS DE FRUITS ET LEGUMES OUVERTS POUR LE MOIS D'AVRIL 2015 (EN KG)

	TOMATES (1)	TOMATES CERISES	CHOUX VERTS	CHOUX FLEURS (1 et 2)	BROCOLIS (1 et 2)	CAROTTES (1)	SALADES SUR PIED	SALADES 4ème gamme (1 et 2)	CONCOMBRES	NAVETS	POIVRONS VERTS	POIVRONS AUTRES QUE VERT (1)	PIMENTS (1et2)
CEDIS	8 400							6 450				2 220	
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE	4 000							2 925				1 320	
COUTIMEX	0	N	N	L	L	L	N	0	N	N	N	0	L
DISFRUITS PACIFIC	3 400	E	E	I	I	I	E	2 400	E	E	E	1 320	I
SIPAC	1 200							150				540	
POLY IMPORT	2 000	A	A	B	B	B	A	0	A	A	A	360	B
VENUSTAR	500							0				60	
WING CHONG	0	N	N	R	R	R	N	0	N	N	N	0	R
YIN KET	500	T	T	E	E	E	T	75	T	T	T	180	E
PACIFIC EXPRESS IMPORT	0							3 000				0	
TOTAL	20 000							15 000				6 000	

	HAICOTS VERTS (1&2)	AUBERGINES	COURGETTES	POIREAUX (1)	RADIS (1 et 2)	PERSIL (1&2)	POMMES DE TERRE (1)	ORANGES (1)	MANDARINES (1)	CITRONS	PASTEQUES (1)	MELONS (1)	LITCHIS (1 et 2)	PANPLEMOUSSES ou POMELOS
CEDIS						280		25 920	10 500		13 160	2 000		
COMPTOIR COMMERCIAL CECILE						250		19 440	7 500		10 575	2 350		
COUTIMEX	L	N	N	L	L	0	L	0	0	N	0	0	L	N
DISFRUITS PACIFIC	I	E	E	I	I	250	I	22 680	7 500	E	10 575	2 450	I	E
SIPAC						20		4 860	1 500		3 760	1 000		
POLY IMPORT	B	A	A	B	B	80	B	5 670	2 100	A	4 700	1 500	B	A
VENUSTAR						50		810	300		1 410	500		
WING CHONG	R	N	N	R	R	0	R	0	0	N	0	0	R	N
YIN KET						70		1 620	600		2 820	200		
PACIFIC EXPRESS IMPORT	E	T	T	E	E	0	E	0	0	T	0	0	E	T
TOTAL						1 000		81 000	30 000		47 000	10 000		

(1) importation par voie maritime (2) importation par voie aérienne

ARRETE n° 2968 MRE du 26 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 119 MTE du 3 septembre 2007 portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la Pacific Avenues SNC, enseigne Tahiti Océan.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 17 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce, et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques ;

Vu l'arrêté n° 119 MTE du 3 septembre 2007 portant attribution d'une licence d'agence de voyages à la Pacific Avenues SNC, enseigne Tahiti Océan ;

Vu les statuts du 1er janvier 2015 ;

Vu l'extrait Kbis du 4 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 119 MTE du 3 septembre 2007 est modifié ainsi qu'il suit :

"Une licence d'agence de voyages, ou licence A, est délivrée à l'EURL Pacific Avenues, enseigne Tahiti Océan, RCS n° 01 70 B, n° TAHITI 580035, représentée par M. Etienne Boutin, dont le siège social est situé au 1er étage de la marina Taina, PK 9, Punaauia, Tahiti."

Art. 2.— Les autres dispositions de l'arrêté n° 119 MTE du 3 septembre 2007 susvisé demeurent inchangées.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTERE DU TRAVAIL
ET DU DIALOGUE SOCIAL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
DE LA RECHERCHE
ET DE LA CONDITION FEMININE**

ARRETE n° 2973 MTS du 26 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 2111 MEF du 4 avril 2013 portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'assistant(e) de vie aux familles.

Le ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine ;

Vu le code du travail et notamment son article LP. 6312-16 ;

Vu l'arrêté n° 890 CM du 13 juillet 2012 portant création du titre professionnel d'assistant(e) de vie aux familles ;

Vu l'arrêté n° 2111 MEF du 4 avril 2013 modifié portant désignation des membres du jury pour la délivrance du titre professionnel d'assistant(e) de vie aux familles,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2111 MEF du 4 avril 2013 susvisé est complété comme suit :

- Mme Sandra Bordes.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.
Priscille Tea FORGIER.

**MINISTERE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 2969 MLV du 26 mars 2015 autorisant la location de deux emprises de 2 500 mètres carrés à détacher des parcelles dépendant des terres Vaitia oru : ou Vaitiauru et Urumaru : partie, cadastrées section KA n° 70 et n° 71 sises à Faaone, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Manuel Taputu.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 4 janvier 2006 autorisant la location d'une parcelle dépendant des terres Urumaru et Vaitiauru sises à Faaone, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Manuel Taputu ;

Vu le bail du 8 février 2006, enregistré à Papeete le 9 février 2006, folio 175, bordereau 5856-1 au profit de M. Manuel Taputu ;

Vu la demande de renouvellement de M. Manuel Taputu en date du 12 août 2014 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières du 4 décembre 2014 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Manuel Taputu en date du 30 janvier 2015,

Arrête :

Article 1er. — La location de deux emprises de 2 500 mètres carrés à détacher des parcelles dépendant des terres Vaitia oru : ou Vaitiauru et Urumaru : partie, cadastrées sections KA n° 70 et n° 71, sises à Faaone, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de M. Manuel Taputu, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *dix-huit mille deux cent vingt-cinq francs CFP* (18 225 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de six mois à compter de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, une indemnité pour occupation sans titre, sera exigible à compter du 3 janvier 2015 et sera payable au moment de la signature de l'acte.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités et le ministre du développement des activités

du secteur primaire et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,*
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 2970 MLV du 26 mars 2015 portant abrogation de l'arrêté n° 5887 MAA du 8 août 2012 autorisant la location du lot A de la terre domaniale dénommée Taipu, cadastrée commune de Taiarapu-Est, section BE n° 81, sise à Afaahiti, au profit de Mme Marcelle Pito épouse Pifao et résiliation du bail du 17 septembre 2012.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu le bail du 17 septembre 2012 établi entre la Polynésie française et Mme Marcelle Pito épouse Pifao, relatif au lot A de la parcelle dépendant de la terre domaniale Taipu, cadastrée section BE n° 81, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est ;

Vu la lettre n° 1549 MLA du 10 juin 2014 adressée en recommandé avec accusé de réception rappelant à Mme Marcelle Pito épouse Pifao ses obligations en matière de mise en valeur du terrain loué et lui notifiant la volonté du pays de résilier le bail conclu le 17 septembre 2012 ;

Vu le constat des lieux en date du 10 février 2014 et du 2 mars 2015 ;

Considérant le non-respect par le preneur des prescriptions consignées notamment à l'article 5 "Clauses et conditions - Mise en valeur" du bail rural du 17 septembre 2012 et compte tenu de l'absence et de l'insuffisance de mise en valeur du site et de l'absence d'entretien des anciennes plantations ;

Vu les dispositions du sixième alinéa de l'article 9 "Clause résolutoire" du bail du 17 septembre 2012 qui prévoient que le pays peut mettre un terme à la location "en se fondant sur un motif légitime et sérieux (...), par lettre recommandée avec accusé de réception, en observant un préavis de six mois."

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5887 MAA du 8 août 2012 autorisant la location du lot A à détacher de la terre dénommée "Taipu", cadastrée section BE n° 81, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Marcelle Pito épouse Pifao, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail du 17 septembre 2012 susvisé, conclu entre la Polynésie française et Mme Marcelle Pito épouse Pifao, est autorisée.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre du développement des activités du secteur primaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2015.

*Le vice-président,
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre du développement
des activités du secteur primaire,
Frédéric RIVETA.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

**MINISTRE DE L'EDUCATION,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION**

ARRETE n° 2947 MET/ENV du 25 mars, 2015 abrogeant l'arrêté n° 7919 MEM/ENV du 14 novembre 2011 et autorisant la société SIPAC à installer et exploiter un entrepôt couvert et des entrepôts frigorifiques dans la commune de Mahina (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8717 MET du 23 septembre 2014 modifié portant délégation de signature à M. Gabriel Sao Chan Cheong, directeur de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 13-34 ENV/IC, formulée par M. Laurent Diebolt, en qualité de directeur de la société SIPAC ;

Vu la prolongation des baux actée par les trois parties le 30 novembre 2010 et le 6 décembre 2011 ;

Vu l'avis favorable de la DDPC par courrier n° HC 2312 CAB/DDPC/HB du 21 octobre 2014, sous réserve du respect des engagements pris par le pétitionnaire ;

Vu l'avis favorable du maire de Mahina par courrier en date du 8 octobre 2013 ;

Vu l'avis favorable de la commission des installations classées émis en sa séance du 4 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— La société SIPAC est autorisée à installer et exploiter un entrepôt couvert et des entrepôts frigorifiques, sis dans la commune de Mahina, vallée de la Tuauru (établissement de la deuxième classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Art. 2.— L'installation est implantée sur deux parcelles de terre issues de la terre Pereua.

Terre/démembrement	Pereua : lot 10	Pereua : lot 11
Commune	Mahina	Mahina
Section	S	S
N° parcelle	298	299
Ares	78	66
Centiares	25	16
Propriétaires	Edouard Fritch	M. Frédéric Hawlett Hopuarai dit Gougou Fritch, époux de Mme Micheline Bonno

TITRE Ier - EQUIPEMENTS ET CARACTERISTIQUES

Art. 3.— L'installation relève des rubriques 1510 et 1511 de la nomenclature des installations classées pour la

protection de l'environnement. Les équipements sont regroupés dans le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévus	Classe
1510	Entrepôt couvert : Activités, stockages, dépôts de matières, de produits, de substances non soumis à d'autres rubriques de classement de la présente nomenclature. 1 - Exercées au sein d'entrepôts couverts, à l'exclusion des établissements recevant du public. b) Le volume étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Un entrepôt couvert sec de 7 080 m ³ destiné à l'entreposage de produits alimentaires.	2e
1511	Entrepôts frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³	Deux entrepôts frigorifiques de 8 005 m ³	2e
2910-D	Combustion. La puissance totale de l'installation est : b) Supérieure à 300 kVA mais inférieure à 10 000 kVA (2e classe)	Groupe électrogène de secours de 165 kVA	NC

TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

Art. 4.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 7.— L'autorisation ICPE devient caduque si l'installation n'est pas mise en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification.

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initiale et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 90.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 9.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant. Les numéros d'appel téléphonique sont affichés bien en évidence.

Art. 10.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

TITRE III - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PHASE CHANTIER

Art. 11.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- le voisinage ;
- les bâtiments avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons...

Art. 12.— Les eaux de pluie du site sont collectées et canalisées dans un bassin de décantation avant d'être évacuées dans le réseau des eaux pluviales ou le milieu naturel.

Art. 13.— Par temps sec, le chantier est arrosé régulièrement afin d'éviter les envols de poussière.

Art. 14.— Par temps de pluie, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les apports de boue sur la voie publique. A défaut, une aire de décroûtage et de lavage des roues des camions de chantier est réalisée.

Art. 15.— Les déchets de chantier sont évacués dans des installations dûment autorisées.

Art. 16.— L'exploitant réalise un test de présence de petites fourmis de feu (PFF) sur la parcelle avant de démarrer les travaux. En cas de présence de PFF, l'exploitant informe la direction de l'environnement et la mairie de Mahina afin de déterminer et de valider ensemble les conditions d'évacuation et d'élimination des matériaux contaminés par ces nuisibles.

Art. 17.— Il prend toutes les mesures nécessaires pour éviter la propagation de ces nuisibles.

Art. 18.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégrader les bâtiments voisins et de fragiliser les sols. A cet effet, l'exploitant réalise en cas de nécessité un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours, et prend le cas échéant toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

TITRE IV - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ENTREPOT COUVERT

Art. 19.— Les murs extérieurs de l'entrepôt sont REI 120 (stable au feu et coupe feu 2 heures).

Art. 20.— Les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ou M0 sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Art. 21.— Les murs séparatifs entre les cellules de stockage sont REI 120. Ils sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre (ou 0,50 mètre en saillie de la façade) dans la continuité de la paroi.

Art. 22.— Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins un mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.

Art. 23.— L'ensemble de la structure présente les caractéristiques R15 (stable au feu 15 minutes).

Art. 24.— Le sol de l'entrepôt est étanche et incombustible.

Art. 25.— Le plancher des bureaux et des locaux sociaux sont REI 120. Les murs séparant ces locaux des cellules de stockage sont également REI 120.

Art. 26.— Les portes et fermetures des murs séparatifs sont EI 120 (CF 2 heures) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture.

Art. 27.— La toiture, les poutres et les pannes sont au minimum R 15 ; les autres éléments porteurs sont réalisés au minimum en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux au minimum B S3 d0 avec pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg, ou en matériaux M0 ou M1 de PCS < ou égale à 8,4 MJ/kg. Cette dernière disposition ne s'applique pas si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou matériaux reconnus équivalents. L'ensemble de la toiture hors poutres et pannes satisfait la classe et l'indice Broof (t3).

Art. 28.— Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre côté de la paroi.

Art. 29.— Le désenfumage de l'entrepôt se fait naturellement par 4 DENFC et d'une ventilation permanente naturelle par faitière ventilée. La superficie totale du désenfumage est supérieure à 2 % de la surface au sol de l'entrepôt. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Art. 30.— Les produits sont conditionnés dans des contenants autoporteurs gerbables et stockés sur des racks. La hauteur maximale de stockage est limitée à 8 mètres et la distance entre le sommet des îlots et la toiture ne doit pas être inférieure à 1 mètre.

Art. 31.— L'entrepôt est équipé de dispositifs permettant de lutter contre l'intrusion des nuisibles (rats, oiseaux...).

TITRE V - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ENTREPOTS FRIGORIFIQUES

Art. 32.— L'entrepôt frigorifique implanté en limite de propriété nord de la parcelle est séparé de l'établissement voisin par un mur REI 390 (stable au feu et coupe feu 6 h 30) dépassant la toiture de 1 mètre. Ce mur est prolongé latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de 2 mètres ou prolongé perpendiculairement de 1 mètre.

Art. 33.— Le reste des murs des entrepôt frigorifiques sont REI 120.

Art. 34.— Les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ou M0 sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Art. 35.— Les murs séparatifs sont prolongés latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 2 mètres (ou 1 mètre en saillie de la façade) dans la continuité de la paroi.

Art. 36.— Les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins un mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement.

Art. 37.— L'ensemble de la structure présente les caractéristiques R15 (stable au feu 15 minutes).

Art. 38.— Le sol des entrepôts frigorifiques est étanche et incombustible.

Art. 39.— Le plancher des bureaux et des locaux sociaux sont REI 120. Les murs séparant ces locaux des cellules de stockage sont également REI 120.

Art. 40.— Les parois isothermes verticales des chambres froides sont réalisés en matériaux M0.

Art. 41.— Les portes des chambres froides sont équipées d'un système permettant l'ouverture facile depuis l'intérieur.

Art. 42.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes comporte à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre froide est elle même éclairée, afin de prévenir de la présence d'une personne à l'intérieur.

Art. 43.— La toiture, les poutres et les pannes sont au minimum R 15 ; les autres éléments porteurs sont réalisés au minimum en matériaux A2 s1 d0 et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux au minimum B S3 d0 avec pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg, ou en matériaux M0 ou M1 de PCS < ou égale à 8,4 MJ/kg. Cette dernière disposition ne s'applique pas si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou matériaux reconnus équivalents. L'ensemble de la toiture hors poutres et pannes satisfait la classe et l'indice Broof (t3).

Art. 44.— Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre côté de la paroi.

Art. 45.— Le désenfumage de l'entrepôt se fait naturellement par des DENFC et d'une ventilation permanente naturelle par faitière ventilée. La superficie totale du désenfumage est supérieure à 2 % de la surface au sol de l'entrepôt. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Art. 46.— Les compresseurs sont insonorisés et respectent les émissions sonores réglementées dans cette zone.

TITRE VI - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACTIVITES CONNEXES

Art. 47.— Le groupe électrogène de secours est insonorisé est installé dans un local bien ventilé.

Art. 48.— Il est disposé sur une cuvette de rétention capable de récupérer la totalité du produit stocké dans la cuve attenante au groupe électrogène.

Art. 49.— Le local groupe électrogène est isolé de l'entrepôt frigorifique par un mur REI 120 (stable au feu et coupe-feu 2 heures).

Art. 50.— Le local de stockage de déchets est isolé de l'entrepôt frigorifique par un mur REI 120.

TITRE VII - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 51.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 52.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 53.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 54.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à des endroits facilement accessibles par le personnel responsable.

TITRE VIII - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Art. 55.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie (SSI) de type A avec un équipement d'alarme de type 1 asservi au SSI ;
- de systèmes d'arrêt d'urgence permettant de mettre en sécurité l'installation ;
- de moyens d'intervention contre un incendie.

Art. 56.— Le SSI dispose d'un système de transmission en tout temps de l'alarme vers l'exploitant.

Art. 57.— Le site dispose d'un moyen permettant d'alerter les secours extérieurs.

Art. 58.— Des plans d'intervention contre un incendie sont affichés sur le site.

Art. 59.— La voie accessible aux engins de secours et l'aire de sécurité pompier figurant sur le plan à l'ouest de l'entrepôt sec côté rivière sont dégagées en permanence afin de faciliter l'intervention des secours.

Art. 60.— Le prolongement des murs de l'entrepôt sec entre les cellules à l'extérieur ne doit pas réduire cette aire de sécurité accessible aux engins de secours par la façade côté.

Art. 61.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol. Pour cela des ouvrages sont réalisés pour permettre la rétention de ces eaux.

Art. 62.— Tout personnel même intérimaire dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'incendie. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par le personnel.

Art. 63.— Le personnel est formé et initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 64.— Il est interdit de fumer dans les entrepôts, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité du responsable de l'exploitation.

Art. 65.— Cette interdiction est affichée de façon apparente à l'intérieur et aux abords des entrepôts.

Art. 66.— La démarche à suivre en cas d'incendie est également affichée sur le site.

Art. 67.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les moyens de lutte contre l'incendie sont inspectés une fois par an.

Art. 68.— En cas d'incendie, les sapeurs-pompiers sont alertés immédiatement par le responsable d'exploitation, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence sur le site.

Art. 69.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 70.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- les numéros d'appel des sapeurs-pompiers ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Art. 71.— En cas d'incendie le site est défendu par les moyens minimums suivants :

- entrepôt couvert sec : 6 RIA, 6 extincteurs à poudre de 9 kilogrammes et 1 extincteur CO₂ de 5 kilogrammes placé à proximité du TGBT ;
- entrepôt frigorifique situé au nord : 3 RIA, 9 extincteurs à poudre de 9 kilogrammes et 1 extincteur CO₂ de kilogrammes placé à proximité du TGBT ;
- entrepôt frigorifique situé au sud : 3 RIA et 2 extincteurs à poudre de 9 kilogrammes ;
- local groupe électrogène : 1 extincteur à poudre de 9 kilogrammes ;
- établissement : 1 poteau incendie conforme à la norme situé à 120 mètres des entrepôts et une réserve d'eau incendie de 240 mètres cubes équipée d'un raccord pompier et d'un surpresseur ;
- les bureaux seront défendus par au moins 2 extincteurs à poudre de 6 kilogrammes.

Ces moyens sont placés judicieusement dans les entrepôts et sur le site. Les RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

TITRE IX - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Art. 72. — Les déchets et résidus produits sont collectés et stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement, et sont éliminés selon une procédure autorisée en Polynésie française.

Art. 73. — Les déchets fermentescibles sont collectés et stockés dans un local climatisé avant leur enlèvement par les services de la mairie.

Art. 74. — Toutes les dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Art. 75. — Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 76. — Le brûlage de tout déchet sur le site est strictement interdit.

Art. 77. — Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 78. — L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution, même des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 79. — Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels (sols, lagon, etc.).

D'une manière générale, le fonctionnement des installations classées n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 80. — Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte de ces égouttures.

Art. 81. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Art. 82. — L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux ou polluants présents sur le site, les fiches de données de sécurité permettent de satisfaire à cette obligation.

Art. 83. — Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

TITRE X - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 84. — L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, transformateur, appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 85. — Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine avec des voies de trafic aérien ou terrestre assez importantes.

Jour (jours ouvrables) de 7 heures à 20 heures : 60.

Nuit (plus dimanche et jours fériés) de 20 heures à 7 heures : 50.

Art. 86. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

Bruit ambiant : bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné. Il est composé de l'ensemble des bruits émis par toutes les sources, proches et éloignées.

Bruit particulier : composante du bruit ambiant qui peut être identifiée spécifiquement et que l'on désire distinguer du bruit ambiant, notamment parce qu'il est l'objet d'une requête.

Ce peut être, par exemple, un bruit dont la production ou la transmission est inhabituelle dans une zone résidentielle.

Bruit résiduel : bruit ambiant en l'absence du (des) bruit(s) particulier(s) objet(s) de la requête considérée.

Emergence : différence entre le niveau de bruit ambiant et le niveau de bruit résiduel.

Niveau global équivalent (Leq) : niveau de pression acoustique pondéré A moyen sur une durée d'observation.

Niveau acoustique fractile ou indice fractile (L50) : niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant 50 % de l'intervalle de temps considéré.

Les mesures de bruit sont réalisées conformément à la méthode dite "de contrôle" de la norme NFS 31-010.

Les mesures de bruit ambiant sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins.

L'émergence est calculée à partir du niveau global équivalent. Néanmoins, il sera également déterminé le niveau acoustique fractile L50. Si, pour la mesure du bruit résiduaire, la différence entre le Leq et le L50 est supérieure à 5 dB (A), on utilise alors comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L50 calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

L'émergence tolérée au niveau des tiers est :

- de 5 dB (A) le jour (de 7 heures à 20 heures) ;
- de 3 dB (A) la nuit (de 20 heures à 7 heures), le dimanche et les jours fériés.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

Art. 87.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre des rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 88.— Des contrôles annuels sont réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles sont réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 89.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE XI - EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 90.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'installation.

Art. 91.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur et à l'extérieur de l'installation de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 92.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectées, au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 93.— Les locaux et, le cas échéant, les différentes aires, sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, à l'aide d'un matériel de nettoyage adapté.

Art. 94.— Les produits et matériels de nettoyage, de désinfection et d'entretien sont stockés dans un local ou armoire spécifique pour éviter les risques de contamination des denrées alimentaires par les produits chimiques.

Art. 95.— Le local de stockage de déchets est facilement nettoyable et désinfectable. Pour assurer cet entretien, un point d'eau est disponible et les eaux de lavage sont récupérées et traitées par un système d'assainissement adapté.

Art. 96.— L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire.

Art. 97.— Le stockage est réalisé de façon à ce qu'il ne constitue pas une source d'insalubrité (lutte contre l'apparition de nuisibles, prévention de la putréfaction, des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, etc.).

Art. 98.— Les produits sont entreposés de manière à permettre une bonne circulation des personnes et un accès rapide aux sorties. Le stockage de matériaux encombrants dans les circulations ainsi qu'au-dessus de celles-ci est interdit.

Art. 99.— Les employés sont informés des risques de leur activité et sont équipés des équipements de protection individuelle.

Art. 100.— Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Art. 101.— Les containers frigorifiques ne sont pas déposés et dépotés à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement. Ils sont dépotés au niveau des quais de transfert prévus à cet effet.

Art. 102.— Les charges lourdes sont déchargées et chargées à l'aide d'un élévateur.

TITRE XII - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

Art. 103.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant informe la direction de l'environnement et place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf si ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation, doit recouvrir toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une ré-épreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

TITRE XIII - CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE

Art. 104.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 105.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 106.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Gabriel SAO CHAN CHEONG.

ARRETE n° 2948 MET du 25 mars 2015 portant transfert de l'autorisation n° 133 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-133 accordées à Mme Rosalie Orbeck pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, au profit de Mme Wendy Edwin.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi ;

Vu l'arrêté n° 31 CM du 18 janvier 1991 portant application de la délibération n° 90-104 AT du 25 octobre 1990 modifiée portant organisation des activités d'entrepreneurs de taxis, de voiture de remise et de voiture de service particularisé ;

Vu le dossier de Mme Wendy Edwin en date du 2 septembre 2014, complété le 18 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'autorisation n° 133 TXT 01 accordée à Mme Rosalie Orberck, née le 28 septembre 1968 à Papeete (Tahiti), pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, est transférée au profit de Mme Wendy Edwin, née le 20 septembre 1990 à Apataki (Tuamotu).

Art. 2.— Sont attribuées à Mme Wendy Edwin une licence de taxi portant le n° 1-133 ainsi que sa forme cartonnée.

Art. 3.— L'arrêté n° 589 MDA du 2 février 2011 portant autorisation n° 133 TXT 01 d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti, délivrée à Mlle Rosalie Orbeck, est abrogé.

Art. 4.— L'arrêté n° 763 MDA/DTT du 10 février 2011 portant délivrance de la licence de taxi n° 1-133 pour la mise en exploitation d'un véhicule sur l'île de Tahiti et rattachée à l'autorisation d'exercer l'activité d'entrepreneur de taxi n° 133 TXT 01, au profit de Mlle Rosalie Orbeck, est abrogé.

Art. 5.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2949 MET du 25 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial en faveur de l'entreprise Tehau Tuahu.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu l'arrêté n° 77-142 du 29 décembre 1977 modifié par celui du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Punaauia et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 23 janvier 2015, reçue au GEGDP le 28 janvier 2015, présentée par l'entreprise Tehau Tuahu,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1) L'entreprise Tehau Tuahu, BP 294, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m³) de tout-venant à l'embouchure de la rivière Punaruu, commune de Punaauia, île de Tahiti.
- 2) Les matériaux extraits sont destinés à la vente.
- 3) Les matériaux seront extraits à l'aide de pelle hydraulique et transportés par camions.
- 4) L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-138-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6) Pour la protection de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à prendre les précautions suivantes à savoir manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines, décaler les travaux d'extraction de 2 mètres des enrochements, renforcer et rétablir ceux qui sont effondrés.

- 7) Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8) Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous les litiges relatifs aux éventuels droits de passage. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 9) Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10) A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11) La bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 500 m³ à 400 F CFP/m³ = 200 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
- 12) Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13) La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

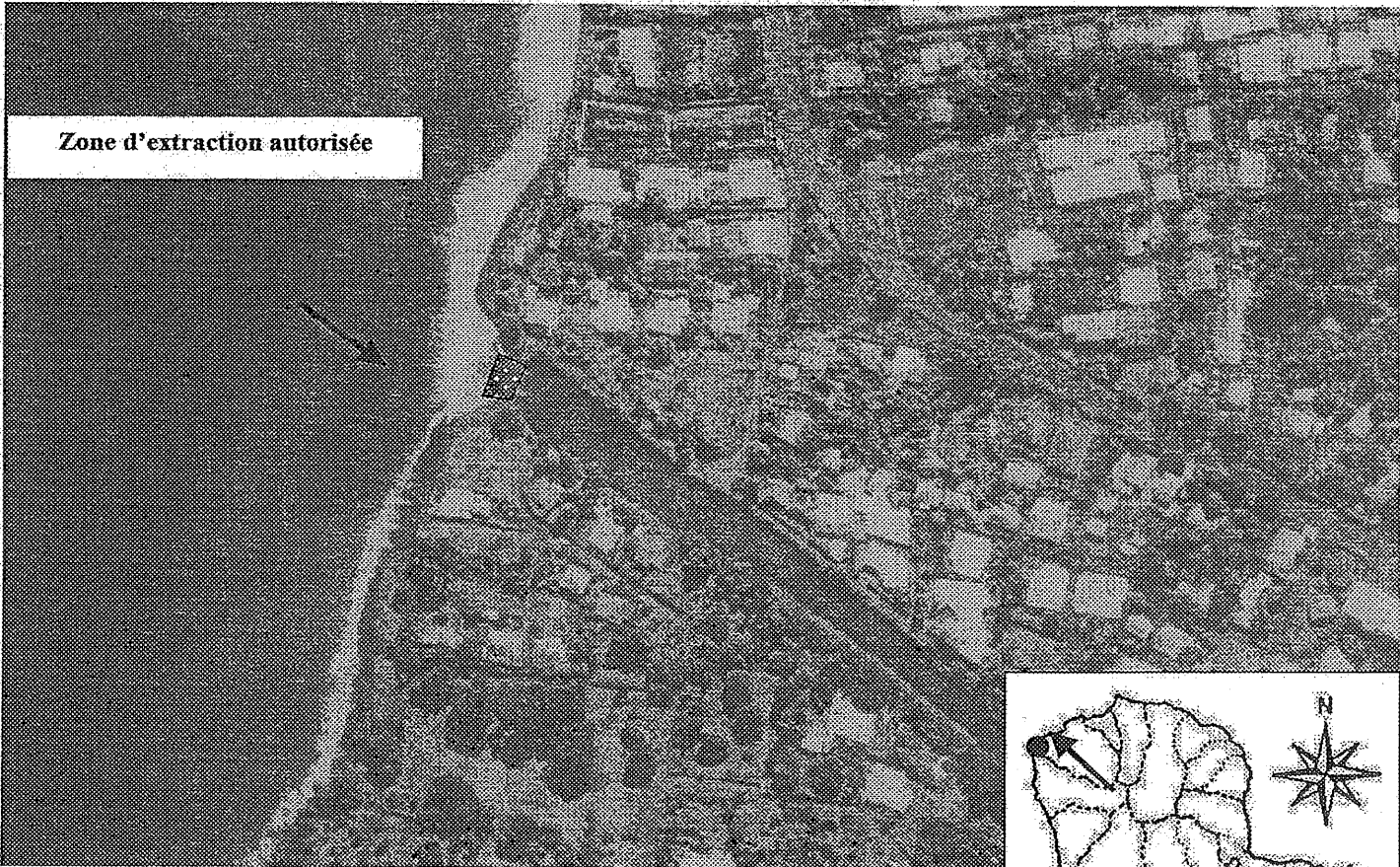
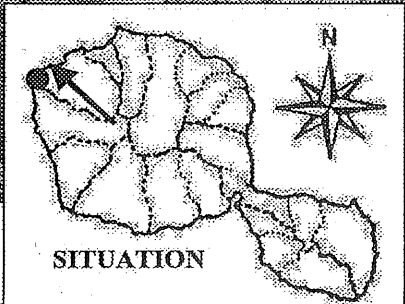
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié six (6) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.

Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 77 - FAX 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<h2>SITE D'EXTRACTION</h2>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE PUNAAUIA</p>	
<p>LIEU: <i>EMBOUCHURE DE LA RIVIERE PUNARUU</i></p>	
<p>QUANTITE: <i>500 M³ DE TOUT VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE: <i>ENTREPRISE TUAHU TEHAU</i></p> <p>EN DATE DU <i>23 JANVIER 2015</i></p>	
<p>PLAN N° <i>2015-138-102/ DEQ/GEGDP</i></p> <p>DRESSE LE <i>16 FEVRIER 2015</i></p>	
<p>DOSSIER N° 2015-159</p>	 <p>SITUATION</p>

ARRETE n° 2950 MET du 25 mars 2015 autorisant le navire Taporo VI à desservir l'île de Tetiaroa du 16 mars au 15 septembre 2015.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Vaipihaa pour l'exploitation du navire Taporo VI (ex-Vaeanu I) sur la desserte maritime régulière des îles Sous-le-Vent ;

Vu la demande de la SAS Vaipihaa en date du 7 février 2015 ;

Vu l'avis du comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (CCNMI) lors de sa séance du 4 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 29 MTI du 9 janvier 2008 modifié susvisé, le navire Taporo VI est autorisé à desservir l'atoll de Tetiaroa du 16 mars au 15 septembre 2015 afin d'y acheminer des conteneurs, engins et divers frets pour le compte de la SA Tahiti Beachcomber (Hôtel The Brando).

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2951 MET du 25 mars 2015 portant attribution à M. Francis Chougues d'une licence de capitaine-pilote pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 12 septembre 1996 modifié portant règlement général du pilotage maritime à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de la Polynésie française, et notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté n° 962 CM du 12 septembre 1996 modifié portant règlement local de la station de pilotage Te Ara Tai ;

Vu l'arrêté n° 59 MDA du 26 juillet 2007 modifié portant attribution d'une licence de capitaine pilote à M. Francis Chougues pour les zones de pilotage relevant de la station de pilotage Te Ara Tai ;

Vu l'avis favorable de la SA Compagnie polynésienne de transport maritime du 22 octobre 2014 ;

Vu le courrier de l'intéressé en date du 3 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission technique du pilotage en date du 18 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — La licence de capitaine-pilote est délivrée à M. Francis Chougues pour le pilotage du navire Aranui III à l'approche et à la sortie des eaux intérieures de l'île de Rangiroa.

Art. 2. — Cette licence de capitaine-pilote est délivrée pour une durée de deux ans pour compter du 1er avril 2015.

Art. 3. — L'arrêté n° 337 MDA du 22 janvier 2013 accordant le renouvellement de la licence de capitaine-pilote à M. Francis Chougues pour les zones de pilotage relevant de la station de pilote Te Ara Tai est abrogé pour compter du 1er avril 2015.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.
Albert SOLIA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

DECRET n° 2015-324 du 23 mars 2015 fixant les critères des opérations de versement d'espèces et de retrait d'espèces soumises à l'obligation d'information prévue au II de l'article L. 561-15-1 du code monétaire et financier.

Publics concernés : les personnes morales assujetties aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et mentionnées aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier.

Objet : détermination des critères des opérations de versement et retrait en espèces soumises à l'obligation d'information prévue au II de l'article L. 561-15-1 du code monétaire et financier.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2016.

Notice : l'article 12 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires prévoit la transmission à TRACFIN, par les personnes morales mentionnées aux 1° à 7° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier, d'éléments d'information relatifs aux opérations financières présentant un risque élevé de blanchiment ou de financement du terrorisme en raison du pays ou du territoire d'origine ou de destination des fonds, du type d'opération ou des structures juridiques concernées.

Le présent décret prévoit l'obligation de transmission à TRACFIN d'éléments d'information relatifs à certaines opérations présentant un risque élevé de blanchiment ou de financement du terrorisme, à savoir les versements ou les retraits en espèces effectués sur un compte de dépôts ou de paiement dont les montants cumulés sur un mois calendaire dépassent 10 000 euros. Cette obligation s'applique aux personnes mentionnées aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier, qui sont les seules habilitées à tenir des comptes de dépôt ou de paiement.

Références : le décret est pris pour application de l'article 12 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires. Les articles R. 561-31-2 et D. 561-31-3 du code monétaire et financier, créés par le présent décret, peuvent être consultés, dans leur rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des comptes publics,

Vu le code monétaire et financier, notamment son article L. 561-15-1 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu l'avis du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières en date du 11 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 5 février 2015 ;

Vu l'avis du comité technique spécial du service à compétence nationale TRACFIN en date du 13 février 2015 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1er.— Après l'article D. 561-31-1 du code monétaire et financier, il est inséré deux articles ainsi rédigés :

"Art. R. 561-31-2.— Pour l'application du II de l'article L. 561-15-1, les versements en espèces effectués sur un compte de dépôt ou de paiement ouvert au nom d'un client, autre qu'une personne mentionnée aux 1° à 7° de l'article L. 561-2, et les retraits d'espèces d'un tel compte dont respectivement le montant cumulé sur un mois calendaire dépasse une somme de 10 000 euros font l'objet d'une communication au service mentionné à l'article R. 561-33 par les personnes mentionnées aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article L. 561-2, que les opérations soient effectuées alternativement ou cumulativement en euros ou en devises.

"Les opérations liées à un crédit mentionné à l'article L. 311-1 et suivants du code de la consommation ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.

"Art. D. 561-31-3.— Les informations relatives à l'ensemble des opérations mentionnées à l'article R. 561-31-2 sont adressées par les personnes mentionnées aux 1°, 1° bis, 1° ter de l'article L. 561-2 au plus tard dans les trente jours suivant le mois au cours duquel le seuil fixé à l'article R. 561-31-2 a été atteint. Elles comportent les éléments suivants :

"1° Les éléments d'identification des personnes mentionnées aux 1°, 1° bis, 1° ter de l'article L. 561-2 qui effectuent la communication des informations ;

"2° La date, la référence ou l'identifiant de chaque opération, sa nature, son montant en euros ou en devises ainsi que sa contre-valeur en euros ;

“3° Le mode de versement ou de retrait, le code guichet ou le code entité ;

“4° Le numéro de compte bancaire international, dénommé ‘numéro IBAN’ ou à défaut le numéro permettant l’identification du compte concerné ;

“5° Les éléments d’identification de l’agence gestionnaire du compte ou de l’agent qui doivent comprendre le code guichet ou le code entité et l’adresse de l’agence ou de l’agent ;

“6° Les éléments d’identification du ou des titulaires du compte : nom, prénoms, date et lieu de naissance pour les personnes physiques, dénomination ou raison sociale et numéro d’immatriculation pour les personnes morales, ou le cas échéant, intitulé du compte pour les comptes à titulaires multiples ;

“7° Si les personnes mentionnées aux 1°, 1° bis et 1° ter de l’article L. 561-2 en disposent : le lieu de chaque opération, la date d’ouverture du compte et l’adresse des personnes physiques ou des personnes morales titulaires du compte.

“Les informations sont communiquées au moyen de l’application informatique spéciale accessible par le réseau internet mentionnée au I de l’article R. 561-31.

“En cas d’indisponibilité de ce dispositif de transmission ou en cas de défaillance technique durable du système d’information des personnes mentionnées aux 1°, 1° bis et 1° ter de l’article L. 561-2, ces informations sont adressées sur support numérique dans le format compatible avec ce dispositif.”

Art. 2. — I. - Les articles R. 745-10 et R. 755-10 du même code sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :

“Pour l’application de l’article R. 561-31-2, les mots : ‘10 000 euros’ sont remplacés par les mots : ‘1 193 000 francs CFP’.”

II. - L’article R. 765-10 du même code est ainsi modifié :

1° Au I, après les références : “R. 561-11 à R. 561-31,” est insérée la référence : “R. 561-31-2,” ;

2° Il est ajouté un III ainsi rédigé :

“III. - Pour l’application de l’article R. 561-31-2, les mots : ‘10 000 euros’ sont remplacés par les mots : ‘1 193 000 francs CFP’.”

III. - A l’article D. 765-10-1, après la référence : “D. 561-31-1,” est insérée la référence : “D. 561-31-3”.

Art. 3. — Le présent décret est applicable sur l’ensemble du territoire de la République.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er janvier 2016.

Art. 5. — Le ministre des finances et des comptes publics et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 23 mars 2015.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :
Le ministre des finances
et des comptes publics,
Michel SAPIN.

La ministre des outre-mer,
George PAU-LANGEVIN.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 436 MET

Réf. : - Arrêté n° 1038 MAE.AU.UOC du 26 février 2011 ;
- Arrêté n° 2706 MET du 17 mars 2015.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l’aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Tuava 2, réalisés par M. Dominique Auroy pour le compte de la Société d’aménagement touristique de la station de Puunui, ayant été accomplis pour les travaux réalisés sur les 6 lots n° A1 à A6, le présent certificat, prévu à l’article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 19 mars 2015.

Le ministre de l’équipement,
de l’aménagement et de l’urbanisme,
des transports intérieurs
et de l’environnement,
Albert SOLIA.

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 436 MET

Réf. : - Arrêté n° 1184 VP du 18 mars 2011 ;
- Arrêté n° 2707 MET du 17 mars 2015.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l’aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux du lotissement Tuava 3, réalisés par M. Dominique Auroy pour le compte de la Société d’aménagement touristique de la station de Puunui, ayant été accomplis pour les travaux réalisés sur les 27 lots n° 1 à 27, le présent certificat, prévu à l’article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 19 mars 2015.

Le ministre de l’équipement,
de l’aménagement et de l’urbanisme,
des transports intérieurs
et de l’environnement,
Albert SOLIA.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS DE MARS (PERIODE DU 16 AU 25 MARS 2015)

COMMUNE DE NUKU HIVA

13 mars 2015

N° 15-018-1 MET/AU.MAR, M. le maire de la commune de Nuku Hiva, Benoît Kautai, sur une parcelle de la terre Pouau, cadastrée n° 57, section AS, sise à Taiohae, construction d’un bâtiment à usage de CET ;

N° 15-019-1, Mlle Marie-Solange Tamarii, sur une parcelle de la terre Hopuau, cadastrée n° 23, section A1, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation type OPH ;

N° 15-020-1, Mlle Léontine Ah Sam, sur une parcelle de la terre Teapaheo-Hehukeo, lot 2, cadastrée n° 8, section CA, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation type OPH ;

N° 15-021-1, M. Joseph Foucaud, sur une parcelle de la terre Tamanakea, lot 3A, hors cadastre, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation.

16 mars 2015

N° 15-022-1 MET/AU.MAR, M. Gérard Trousson, mandataire de M. Toni Pahuatini, sur une parcelle du lot B6 du lotissement Matatini, sise à Taiohae, construction d'une maison d'habitation.

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 3 au 16 avril 2015 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 1er avril 2015

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	110,95
AUD Australie	1 dollar australien	84,31
CAD Canada	1 dollar canadien	87,54
CHF Suisse	1 franc suisse	114,45
DKK Danemark	1 couronne danoise	15,97
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	163,80
HKD Hong Kong	1 dollar Hong Kong	14,31
JPY Japon	1 yen	0,92
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	13,76
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	82,46
SEK Suède	1 couronne suédoise	12,89
SGD Singapour	1 dollar singapour	81,20
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	53,97
THB Thaïlande	1 baht	3,41
CNY Chine	1 yuan	17,90
KRW Corée	1 won coréen	0,10
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	35,10

(1) cours fin de mois au 31 mars 2015

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EXTRAITS DE DECISIONS DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SCI PROFIL DU PACIFIQUE, RCS de Papeete n° 3122 B, *activité* : gestion des biens immobiliers, *date de cessation des paiements* : 9 mars 2015 ; *siège social* : rue Dumont-d'Urville, Papeete ; administrateur judiciaire avec mission d'assistance : Serge CERA (BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26 ou 87 78 05 28, bernaudtahiti@hotmail.com, cera.serge@wanadoo.fr) ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

2 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la société civile ALIZE V, RCS de Papeete n° 7290 C, *activité* : gestion des biens immobiliers, *date de cessation des paiements* : 9 mars 2015 ; *siège social* : rue Dumont-d'Urville, Papeete ; administrateur judiciaire avec mission d'assistance : Serge CERA (BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26 ou 87 78 05 28, bernaudtahiti@hotmail.com, cera.serge@wanadoo.fr) ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la société civile de participation CHRYSALIDOCARPUS, RCS de Papeete n° 10179 C, *activité* : gestion des biens immobiliers, *date de cessation des paiements* : 6 mars 2015 ; *siège social* : lotissement Les Mamaïas, Papeete ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE.

4 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de l'EURL PACIFIC CONSTRUCTION ASSOCIES, RCS de Papeete n° 03125 B (ancien n° 9430 B), établissement secondaire à Moorea, Maharepa à l'enseigne MOOREA PISCINES, *activité* : construction de piscines, *date de cessation des paiements* : 23 février 2015 ; *siège social* : BP 871, Papeete ; *représentant des créanciers* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL LA PITA, *nom commercial* : HÔTEL MAITAI LAPITA VILLAGE, RCS de Papeete n° 06362 B, *activité* : hôtel, *date de cessation des paiements* : 20 mars 2015 ; *siège social* : Fare, Huahine ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL TAHITI RECYCLING ET SERVICES, RCS de Papeete n° 1217 B, *activité* : traitement des déchets ferrailleux, *date de cessation des paiements* : 9 janvier 2015 ; *siège social* : Saint-Hilaire, Faa'a ; *représentant des créanciers* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL ALINE SPORTS, RCS de Papeete n° 77 44 B (ancien

n° 831 B), *activité* : commerce d'articles de sports, *date de cessation des paiements* : 6 mars 2015 ; *siège social* : Tipaerui, Papeete ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

8 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL TEMPSDANCES, RCS de Papeete n° 13 29 B, *activité* : prêt-à-porter, *date de cessation des paiements* : 10 mars 2015 ; *siège social* : Papeete, rue du Commandant-Destremau ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

9 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Vavea Laure POROI épouse CORNILLON, enseignes : MY PLACE, TROPICAL SHUTTLE, HAAPII SCHOOL ET FORMATIONS, *activités* : garderie, transport de voyageurs, soutien scolaire, RCS de Papeete n° 11 674 A, *date de cessation des paiements* : 20 février 2015 ; *adresse* : Tipaerui, Papeete et centre Tamanu à Punaauia ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

10 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de ECLAPOL SARL, *activité* : installation et distribution d'éclairage public, RCS de Papeete n° 09 144 B, *date de cessation des paiements* : 17 mars 2015 ; *siège social* : 17, rue Albert-Leboucher, Papeete ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

11 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de l'EURL ENTREPRISE BATIMENT TOUTES PRESTATIONS, *sigle* : EBTP, *activité* : travaux de bâtiments, RCS de Papeete n° 03 119 B (ancien n° 9419 B), *date de cessation des paiements* : 25 février 2015 ; *siège social* : Punaauia, lotissement Nina-Peata ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

12 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SNC R&B PEARLS, RCS de Papeete n° 11 54 B, *activité* : achat, revente de perles de culture, *date de cessation des paiements* : 25 février 2015 ; *siège social* : lotissement Taapuna n° 54, Punaauia ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

13 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'EURL ACF, *nom commercial* : LED & TECH, RCS de Papeete n° 06 4 B, *activité* : importation, négoce de biens, *date de cessation des paiements* : 27 février 2015 ; *siège social* : Paea, PK 24, côté montagne ; *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

14 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de TAHITI PEARL LEGEND SARL, RCS de Papeete n° 0878 B *activité* : création et commercialisation de bijoux, *date de cessation des paiements* : 22 novembre 2013 ; *siège social* : rue Temarii, quartier Doom, Pirae ; *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

15 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de PAMANI ROTIN SARL, RCS de Papeete n° 8139 B (ancien n° 1424 B) *activité* : fabrication et vente de tous produits, *date de cessation des paiements* : 22 novembre 2013 ; *siège social* : Chemin du Repos Eternel, Arue ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

16 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'EURL KERATHY, RCS de Papeete n° 07 114 B, *activité* : coiffure, *date de cessation des*

paiements : 13 février 2015 ; siège social : centre Tauhere, Taravao ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22.00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

17 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL ART INVEST TAHITI, RCS de Papeete n° 12 253 B, *activité* : courtage d'investissements en œuvre d'art, *date de cessation des paiements* : 13 mars 2015 ; siège social : rue Gadiot, Pirae ; *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

18 - Jugement du 23 mars 2015 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Philippe Georges BERGER, *enseigne* : GARAGE BERGER, RCS de Papeete n° 95 313 A (ancien n° 23161 A), *activité* : réparation automobile, *date de cessation des paiements* : 16 mars 2015 ; adresse : vallée de Hamuta, Pirae ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél : 40 42 42 00 ou 87 77 02 00, fax : 40 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

19 - Jugement du 23 mars 2015 prononçant la liquidation judiciaire de la SA INVESTISSEMENT ET DEVELOPEMENT VALORISATIONS, *activité* : pêche industrielle, RCS de Papeete n° 4874 B, *siège social* : Arue, PK 4,500, côté mer, *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

20 - Jugement du 23 mars 2015 prononçant la liquidation judiciaire de Albert Heifara AMARU, *enseigne* : MILLENIUM CREATIONS, *activité* : fabrication de bijoux, RCS de Papeete n° 91 362 A (ancien n° 18701 A), *adresse* : lotissement Van Cam, Pamatai, *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237, 98713 Papeete, tél : 40 42 04 79, fax : 40 41 03 73.

21 - Jugement du 23 mars 2015 prononçant la liquidation judiciaire de Jean-Michel SANGUE, *enseigne* : COOK'S SKYLINE CONSTRUCTIONS ET VILLABAT, *activité* : travaux de bâtiment, RCS de Papeete n° 85 457 A (ancien n° 13094A), *adresse* : Pirae, lotissement Les Vinis, *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

22 - Jugement du 23 mars 2015 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL GRENCOR, *activité* : commerce de gros, RCS de Papeete n° 10 178 B, *siège social* : Pirae, lotissement Les Vinis, *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

23 - Jugement du 23 mars 2015 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de Karl Vicky Tinivarii BRINCKFIELDT, *enseigne* : KB SOUND, RCS de Papeete n° 30233 A, pour insuffisance d'actif.

Pour extrait, certifié conforme,
Le greffier.

EXTRAITS DE DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Avis de dépôt de la liste des créances nées après jugement d'ouverture, RCS de Papeete n° 99 11 B (ancien n° 6948 B) de la SARL LA FERME DE TOOVI.

La liste des créances nées après jugement d'ouverture a été déposée au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Avis de dépôt de la liste des créances nées après jugement d'ouverture, RCS de Papeete n° 00 275 B (ancien n° 7955 B) de l'EURL SIG, COST & CO.

La liste des créances nées après jugement d'ouverture a été déposée au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Avis de dépôt de liste des créances nées après jugement d'ouverture, RCS de Papeete n° 97 109 B (ancien n° 6184 B) de la SARL DECO-GYPS.

La liste des créances nées après jugement d'ouverture a été déposée au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Le greffier.

Mes Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

SOCIETE DE NEGOCE DE POLYNESIE
En abrégé SNP

Société anonyme coopérative à capital variable
Au capital de 10 500 000 F CFP

Divisé en 1 050 parts de 10 000 F CFP chacune

Siège social : Papara, centre commercial Tamanu, Papara
RCS de Papeete n° TPI 12 104 B - N° TAHITI A27661

Avis de modification
(Conseil d'administration du 12 mars 2015)

Administrateurs

Ancienne mention : MM. Patrick CHAMPES, Steve LAILLE, Christian LEOGITE et Jean-Marie LONFAT.

Nouvelle mention : MM. Patrick CHAMPES, Steve LAILLE et Jean-Marie LONFAT.

Pour avis et mention,
Le président.

SARL STATION-SERVICE ARUE*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 mars 2015, il a été créé une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : STATION SERVICE ARUE.

Siège social : Arue (Tahiti), PK 3, côté montagne.

Objet : La gestion de toutes stations-services lui appartenant ou prises en location-gérance. L'achat et la vente au détail de produits alimentaires et de toutes marchandises diverses (y compris gaz) ainsi que toutes les opérations commerciales, industrielles, financières ou immobilières se rapportant à l'objet social ainsi défini ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : M. René CHOU, demeurant à Papeete (Tahiti) résidence Tavai, Titioro.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le gérant.*

Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

VAHINETUA**Société civile**

Capital : 100 000 F CFP

Siège social : Pirae (BP 50062, Pirae)

RCS de Papeete n° 6694 C - ISPF N° TAHITI 446328

Il résulte d'un acte reçu au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 20 février 2015 contenant cession de parts sociales dans la SCI VAHINETUA, il a été décidé de transférer le siège social pour compter du jour de l'acte de cession de parts dont s'agit. Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

Siège social

Ancienne mention : Pirae (BP 50062, Pirae).

Nouvelle mention : Maharepa (île de Moorea).

*Pour avis et mention,
Me Bernard BRUGGMANN, notaire.*

SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE
MOYAERT DUPOURQUE BARALE ET ASSOCIES
27, cours Evrard-de-Fayolle, 33 000 Bordeaux,
tél. : 05 56 01 99 77

Vente de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date à Atuona du 5 mars 2015, enregistré à Papeete (île de Tahiti) le 10 mars 2015, bordereau n° 316-19, folio 10,

Mme Odile GUYOT, pharmacienne, demeurant BP 46, 98741 Atuona, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 05702,

A cédé à M. Charly LESOUEF, demeurant BP 47, 98741 Atuona, identifié sous le n° TAHITI B 38690,

Le fonds de commerce d'officine de pharmacie exploité à Atuona (98741), Hiva Oa, îles Marquises, identifié au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 05702 A, code APE 6430,

Moyennant le prix de 82 338 873 F CFP.

Les oppositions s'il y a lieu seront reçues au fonds pour validité et chez la SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE MOYAERT DUPOURQUE BARALE, 27, cours Evrard-de-Fayolle, CS 91007 Bordeaux cedex, pour notification.

Elles devront être faites au plus tard dans les 10 jours qui suivent la dernière en date des publications prévues.

Pour avis.

AVIS

En date du 1er janvier 2014, je soussigné, M. Georges KOUAKOU, né le 23 avril 1963 à Papenoo, résidant à Taunua, Atihei, Papeete,

Atteste par la présente avoir démissionné de mon poste de gérant provisoire, écriture sous seing privé, de l'EURL NEWLIGHT et de ce fait avoir rendu ce poste à M. Francis CHUNG TAN.

Fait pour valoir et servir à ce que de droit.

Georges KOUAKOU.

SOCIETE SCI TEANUI
Société civile au capital de 100 000 F CFP
RCS DE Papeete TPI 08 225 C

Avis de remplacement du gérant

Aux termes d'une décision collective en date du 14 février 2015, M. Sylvain RICHMOND, domicilié à Arue, Erima, lotissement Tiare Iti, a été nommé gérant de la société à compter du 14 février 2015 en remplacement de M. Jimmy RICHMOND, décédé le 11 juin 2014.

Les modifications résultant, dans l'avis antérieurement publié, de la décision ci-dessus sont les suivantes :

Ancienne mention : Le gérant de la société est M. Jimmy RICHMOND, domicilié à Arue, Erima, lotissement Tiare iti.

Nouvelle mention : Le gérant de la société est M. Sylvain RICHMOND, domicilié à Arue, Erima, lotissement Tiare Iti.

COOPERATIVE DE PECHE MAIRIPEHE RAVA'AI

Il est constitué le 3 février 2015, entre les soussignés et ceux qui adhèrent aux présents statuts, une société coopérative maritime à capital variable régie par les dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifiée portant statut de la coopération dénommée COOPERATIVE DE PECHE MAIRIPEHE RAVA'AI.

La société coopérative a pour objet :

- de réaliser toute opération susceptible de permettre le maintien ou de favoriser le développement de la pêche maritime, des cultures marines et de toute autre activité maritime ;
- de fournir les services répondant aux besoins professionnels individuels ou collectifs de leurs sociétaires ;
- d'assurer ou de faciliter la production, l'écoulement ou la vente des produits halieutiques ou aquacoles des sociétaires et cela, soit en l'état, soit après conservation, conditionnement ou transformation ;
- d'avitailier et approvisionner les sociétaires en produits, équipements, appâts, matériels et matériaux nécessaires ;
- de réaliser toutes opérations entrant dans le cadre de la profession.

Son siège social est établi à la marina de Tehoro à Mataiea, PK 43,800, côté mer.

La durée de la coopérative est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LABBEYI Raymond
Vice-présidents	: CLARK Teva PARA Laurent EBB Mario
Secrétaire général	: TUAHINE Paul
Secrétaire adjoint	: JOUSSIN Coco
Trésorier général	: TAURU Reiarri
Trésorier adjoint	: TEROROTUA Teroonui
Commissaire aux comptes	: PARA Robert

BANQUE SOCREDO

Société anonyme d'économie mixte (SAEM)

au capital de 22 000 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, 115, rue Dumont-d'Urville

RCS n° TPI 59 1 B - N° TAHITI 075390

*Avis de changement de composition
du conseil d'administration de la banque SOCREDO*

La nouvelle composition du conseil d'administration de la banque SOCREDO est la suivante :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mention périmée

Administrateurs représentant l'Agence française de développement :

- Frédéric AUDRAS ;
- Yann JACQUEMIN ;
- Michel JACQUIER.

Administrateurs représentant la COFIBRED :

- Eric MONTAGNE
- Marc ROBERT.

Administrateurs représentant la Polynésie française :

- Tearii ALPHA ;
- Jean-Christophe BOUISSOU ;
- Nuihau LAUREY ;
- Albert SOLIA ;
- Marcel TUIHANI.

Commissaire du gouvernement : Claude WARNET.

Mention nouvelle

Administrateurs représentant l'Agence française de développement :

- Frédéric AUDRAS ;
- Yann JACQUEMIN ;
- Joël DALIGAULT.

Administrateurs représentant la COFIBRED :

- Eric MONTAGNE
- Marc ROBERT.

Administrateurs représentant la Polynésie française :

- Tearii ALPHA ;
- Jean-Christophe BOUISSOU ;
- Nuihau LAUREY ;
- Albert SOLIA ;
- Marcel TUIHANI.

Commissaire du gouvernement : Claude WARNET.

Pour avis,
Le directeur général,
James ESTALL.

EURL TAHITI LITERIE

Au capital de 50 000 F CFP

Siège social : Paea, PK 19,100, côté montagne

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 30 mars 2015, il a été établi les statuts de la société dénommée EURL TAHITI LITERIE dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : EURL.

Dénomination : TAHITI LITERIE.

Enseigne commerciale : TAHITI LITERIE.

Siège social : Paea, PK 19,100, côté montagne.

Objet : Importation et exportation de toutes marchandises confondues.

Apport en numéraire : 50 000 F CFP.

Capital social : 50 000 F CFP.

Le capital est fixé à 50 000 F CFP et divisé en 50 parts de 1 000 F CFP, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leur apport en numéraire.

Gérant : Aux termes de l'article 13 des statuts, M. Marc Tinorua MASSOUTIER a été nommé gérant de la société.

Durée : Pour une durée de 99 années, à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis de constitution,
La gérance.*

EURL RISK

Avis de constitution

Avis est donné aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 mars 2015 de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : EURL.

Capital : 100 000 F CFP.

Dénomination sociale : RISK.

Siège social : Lotissement Erima, résidence Terua, Arue, Tahiti.

Objet : Le conseil, l'audit et la formation d'adultes à la prévention des risques professionnels et en sûreté, la vente de matériels et supports pédagogiques en PRP et sûreté.

Durée : 99 ans.

Gérant : M. Christophe BERGER.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE
Papeete, 415, boulevard Pomare

MAGIC CITY PAPEETE

Société en nom collectif au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Papeete, avenue du Chef-Vairatoa
RCS de Papeete n° TPI 09 151 B - N° TAHITI 908038

Extension de l'objet social

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2015 que l'objet social a été étendu aux activités suivantes : la location de biens meubles, objets ou ustensiles, en relation avec les activités musicales de la société et, plus généralement, pour tout ce qui a trait aux spectacles ; l'organisation de concerts musicaux et, plus généralement, de tous spectacles et toutes opérations d'intermédiaires en relation avec les activités susvisées.

Pour avis,
La gérance.

SARL E MA'A TERA

au capital de 210 000 F CFP

Siège social : PK 43,700, côté montagne, 98726 Teva I Uta
RCS de Papeete TPI n° 06 254-B - N° TAHITI 787614

Du procès-verbal de l'assemblée générale du 21 mars 2015, il résulte que les associés ont pris acte de la démission de ses fonctions de gérante de Mme Monique GABERT, Mme Françoise RIFFLART demeure en conséquence seule gérante de la société.

Ancienne mention

Gérance : Mme Monique GABERT, pour les fonctions liées à l'aspect administratif et financier jusqu'au 31 décembre 2015, et Mme Françoise RIFFLART, en charge de la production et de la commercialisation jusqu'au 31 décembre 2015.

Nouvelle mention

Gérance : Mme Françoise RIFFLART, jusqu'au 31 décembre 2015.

Pour avis,
La gérance.

Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete

Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Me DUBOUCH, notaire à Papeete, le 20 mars 2015, M. Christian MINOT et Mme Patricia NEUFFER, son épouse, demeurant ensemble à Paëa (Tahiti) PK 24,600, côté montagne, BP 4700, Papeete, mariés à

Cravans (Charente-Maritime) le 25 août 1979 sous le régime de la communauté légale de biens, ont adopté pour l'avenir le régime de la communauté universelle.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me DUBOUCH, notaire, BP 555, 98713 Papeete.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal de première instance de Papeete.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION SPORTIVE MAROE VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 2015)

Président	: HAUMANI Martino
Vice-président	: NATUA Carlos
Secrétaire	: PAI Yoann
Secrétaire adjoint	: PUUPUU Teheiarri
Trésorier	: RAIVARU Stéphane
Trésorier adjoint	: MOPI Bruno

ASSOCIATION IMMOBILIERE ET MOBILIERE **TAUMAU TERIINOHOTUA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 février 2015)

Président d'honneur	: TAHEMA Teitifaano
Présidente	: TAUMAU Juliette
Vice-présidente	: TAHEMA Liva
Secrétaire	: TEMARII Aiho Adelaïde
Secrétaire adjointe	: TAEREA Claudine
Trésorier	: TAUMAU Aimé
Trésorière adjointe	: MANA Tara

ASSOCIATION OPU NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 mars 2015)

Présidente	: LUBIN Dorothy
Secrétaire	: UEVA Tihopu
Trésorier	: TAUMAU Aimé

ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS DE JOHN **NAGLE OU NEAGLE ET MURIAROURU TEINAURI**

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 75 du 19 septembre 2014, à la page 11531.

Au lieu de : Trésorière : BONET Tini ;
Lire : Trésorière : BONET Elisabeth Tili.

ASSOCIATION TE REO O TE TUAMOTU**RENOUVELLEMENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :**
(21 février 2015)

Président	: CHONG Fasan dit Jean Kape
Vice-président	: HAUATA Maximilien
Secrétaire	: RAOULX Titaina
Secrétaire adjoint	: TEARIKI Teamoetere dit Terey
Trésorière	: TEANOTOGA Hinano
Trésorière adjointe	: NOUVEAU Johanna
Assesseeurs	: ARAKINO Christine COEROLI Martin MATAIHAU Catherine MARITERAGI Holgat
Administrateurs	: HAUATA Joana TCHONG Joseph RICHERD Bellinda TEANUANUA Timi ARAI Maroro MAPU Jean

DISTRICT DE VA'A DE TUBUAI*Modification de statuts*

L'association a modifié ses statuts.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2015)

Président	: TAHUHUTERANI Jimmy
Vice-présidents	: FLORES Richard TERE David
Secrétaire	: TANEPAU Manarii
Secrétaire adjointe	: MATEAU Danielle
Trésorière	: FAANA Tetaiarii
Trésorier adjoint	: TETUAEARO Thierry
Assesseeurs	: TUPEA Jimmy POKARA Léon

ASSOCIATION AGRICOLE TAHAARO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 février 2015)

Président	: TETAUVIRA Loïc
Vice-présidente	: EBB Valentine
Secrétaire	: TETAUVIRA Poerava
Secrétaire adjoint	: RONGOMATE Damien
Trésorière	: EBB Hepe
Trésorière adjointe	: BUTSCHER Jeanne

**ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS ET CONSORTS
TAUMATAURA A TAURAA -
TAATIRAA FETII TAUMATAURA A TAURAA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 janvier 2015)

Président d'honneur	: TAURAA Henri
Président	: WONG CHOU Williams
Vice-président	: TAURAA Varney
Secrétaire	: TAURAA Uratua
Secrétaire adjointe	: TAURAA Vanina
Trésorier	: TAURAA Roméo
Trésorier adjoint	: TAURAA Rémy
Assesseeurs	: NERI Alain BREMOND Vanina WONG CHOU Poerava

ASSOCIATION FAAHOTU TE HAKARI NO TIPUTA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mars 2015)

Président	: TUPAHIROA Michelo dit Timi
Secrétaire	: TUPAHIROA Teraivahine
Trésorière	: TERIITAHU Tarona
Assesseeur	: TEVARIA Linda

ASSOCIATION ARAHIRI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mars 2015)

Président	: HIKUTINI Athanas
Vice-présidents	: TAMARONO Tarome MARTIN Guy DEANE Isabelle
Secrétaire	: HIKUTINI Malika
Secrétaire adjointe	: MANATE Augustine
Trésorière	: HIKUTINI Claudine
Trésorier adjoint	: HIKUTINI Jean-Pierre
Assesseeurs	: TUPANA Mareva DEANE Bertie HIRA Dave HIKUTINI Rodolphe

Erratum

Le présent bureau remplace celui paru au JOPF n° 15 du 20 février 2015.

ASSOCIATION TO'A HURI NIHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 décembre 2014)

Présidentes d'honneur	: REHIA Stellie REIATUA Odile
Président	: TEREUA-PAOAAFAITE Clément
Vice-présidente	: TUPAIA Marie-Line
Secrétaire	: TEMATAHOTOA Marthe
Secrétaire adjointe	: REHIA Françoise
Trésorière	: REIATUA Rosalie
Trésorière adjointe	: TUPAIA Mélisa
Assesseeurs	: AH-YUN Purou ROIHAU Leila TUPAIA Léa TERIITETOOFA Odile LO-SHUNG Rereata REAITUA Jean-Pierre

**ASSOCIATION TE UMETE NO TE HERE E TE ORA
anciennement dénommée
ASSOCIATION TO'A HURI NIHI***Modification de statuts*

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 3 février 2015, il a été décidé de changer la dénomination en TE UMETE NO TE HERE E TE ORA.

ASSOCIATION TAHARUU TU'ARO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 octobre 2014)

Président : COTTI Patrice
Secrétaire : RAVEINO Inatio
Trésorière : TINORUA Monia

ASSOCIATION TAMARII MANOTAHU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mars 2015)

Président : TERIITAPUNUI Yves
Vice-président : TAERO Moana
Secrétaire : HITITUTOKA Teiki
Trésorière : TERIITAPUNUI Anne-Marie
Trésorier adjoint : NIUFAU Benoît

ASSOCIATION TE VAHINE MATATINI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 janvier 2015)

Présidente : CONDAMINES Matae
Secrétaire et trésorier : CONDAMINES Jean-Pierre

ASSOCIATION ARTISANALE IMIORA TIFAIFAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mars 2015)

Président : HURI Rodolphe
Secrétaire : HURI Hokini
Trésorière : HURI Catherine

ASSOCIATION TE VAHINE ONETITII

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 janvier 2015)

Présidente : ANANIA Tiaremao'ae
Vice-présidente : HATITIO Rinia
Secrétaire : BARSINAS Mélynda
Secrétaire adjointe : ANANIA Anna
Trésorière : HATITIO Tiaretutahi
Trésorier adjoint : TARINA Jacques
Assesseur : HATITIO Cheyenné

COPERATIVE SCOLAIRE DU LEP DE FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 2014)

Président : TEHEIURA Moana'ura
Vice-président : MAGNIET Toriki
Secrétaire : AUSSAGE Vaitiare
Secrétaire adjointe : LACOUR Farrah
Trésorière : SIAO Vanina
Trésorière adjointe : MOOTUA Patricia

ASSOCIATION GROUPE LITTERAMA'OHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 janvier 2015)

Présidente : SPITZ Chantal
Secrétaire : TEHEIURA Moana'ura
Trésorière : GRAND Moeava

TAEKWONDO BOXING CLUB PAPENOO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 2015)

Présidente : TEUIRA-AMO Huguette
Secrétaire : TEUIRA Etana
Trésorier : TEUIRA Stellio

ASSOCIATION MOEAVEAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 février 2015)

Présidents d'honneur : UTIA Edmond
TEAUROA Daniel
ATAPO Manuia
Présidente : TAPUTU Noella
Vice-présidentes : FLORES Célestine
AUFFRAY Valentine
TIARE Noëlle
Secrétaire : HIRO Jacqueline
Secrétaire adjointe : PITRON Vaea
Trésorier : MATEAU Abel
Trésorière adjointe : LACOUR Henriette

**SYNDICAT DES ORTHOPHONISTES
DE POLYNESIE FRANÇAISE (SOPF)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 janvier 2015)

Présidente : CHENEL Yasmina
Vice-présidente : BESA Moana
Secrétaire : BRUYERE Tiphaine
Trésorière : GARAND Marion

ASSOCIATION TE ANA HEVA

(Récépissé n° 6276 DIRAJ du 18 mars 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 février 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TE ANA HEVA.

Elle a pour objet :

- de contribuer au développement de l'agriculture, de l'horticulture et de l'artisanat, pêche et élevage ;
- de privilégier l'agriculture biologique avec information et formation avec les partenaires existants ;
- de partager le savoir de l'agriculture, de l'horticulture, de l'artisanat, de la pêche et de l'élevage avec d'autres partenaires de différentes cultures ;

- d'élaborer et de mettre en œuvre l'insertion des programmes d'aides, d'assistance et d'animation et de formation et la concrétisation des projets en faveur des jeunes ;
- de permettre la commercialisation des produits de l'agriculture, de l'horticulture, de l'artisanat, de la pêche et de l'élevage sur le marché local et sur les marchés extérieurs ;
- d'accompagner les membres dans la réalisation de leur projet dans leurs secteurs (formation, conseils techniques, montage de dossiers administratif, etc.) ;
- d'organiser des soirées et journées récréatives, corporatives et touristiques, des manifestations, journées pétanque, ventes de plats, enveloppes surprises, centre de loisirs, des randonnées ;
- de rentabiliser la culture de ses terres par l'achat de matériel.

Son siège social est fixé à Papara, PK 40, côté montagne, vallée de Te Ana Heva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FAATAU Arthur
Vice-président	: AUTI Wilfred
Secrétaire	: FAATAU Minelsa
Trésorière	: FAATAU Rotimi
Assesseurs	: FAATAU Arthur CHEE AYEE Iareta MARITERAGI Jean-Claude MARITERAGI Cédric

TAHITI TEAM SURF ASSOCIATION

(Récépissé n° 6344 DIRAJ du 25 mars 2015)

Il est fondé le 19 mars 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée TAHITI TEAM SURF ASSOCIATION.

Elle a pour but d'aider les jeunes surfeurs à participer aux compétitions internationales qui se déroulent en dehors du territoire polynésien.

Son siège social est fixé à Atima, lot 45.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PHILIPPE Dominique
Secrétaire et trésorière	: ROUAULT Maud

FEDERATION FAURAA NUI A MAI-MARCANTONI

(Récépissé n° 703 SAISLV du 25 mars 2015)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 19 février 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 regroupant les cinq (5) souches héréditaires de Fauraa Nui a Mai épouse Pascal Marcantoni dénommée FEDERATION FAURAA NUI A MAI-MARCANTONI.

Elle a pour but d'œuvrer solidairement pour toute opération de revendication, de reconnaissance, de gestion, de sortie d'indivision, d'occupation conformément aux lois et codes (code civil, code urbanisme, PGA) en vigueur en la matière, des propriétés foncières où qu'elles se trouvent sur le territoire de la Polynésie française, appartenant à Fauraa Nui a Mai épouse Marcantoni et/ou Pascal Marcantoni.

Elle exerce son activité par tous les moyens propres à réaliser son but.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique, syndical ou confessionnel.

Son siège social est fixé à Fare, Huahine, au Huahine Lodge.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FLOHR Delano
Vice-présidente	: COLOMBANI Turia
Secrétaire	: GIBERT Danièle
Secrétaire adjoint	: WALKER Rommel
Trésorière	: TEMAIANA Aurore
Trésorier adjoint	: MARCANTONI Tino

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 40		
Tirage du lundi 23 mars 2015 :		
1 3 20 48 49		
Numéro chance : 7		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	1	715 990 453
5 bons numéros.....	3	7 020 346
4 bons numéros.....	426	106 396
3 bons numéros.....	15 996	1 217
2 bons numéros.....	232 142	596
N° chance gagnant.....	510 890 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 8 660 161		

LOTO NATIONAL N° 41 Tirage du mercredi 25 mars 2015 : 9 10 17 20 43 Numéro chance : 7		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	2	12 927 517
4 bons numéros.....	538	103 424
3 bons numéros.....	23 702	1 014
2 bons numéros.....	320 150	536
N° chance gagnant.....	645 978 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 5 148 962		

LOTO NATIONAL N° 42 Tirage du samedi 28 mars 2015 : 19 20 27 39 40 Numéro chance : 8		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	0	0
5 bons numéros	1	36 457 350
4 bons numéros	561	139 856
3 bons numéros	25 431	1 336
2 bons numéros	381 489	632
N° chance gagnant.....	560 095 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 1 787 885		

KENO

Lundi 23 mars 2015

1er tirage

Joker + : 8 387 797

11	16	21	22	23	27	30	31	32	35
36	38	39	45	48	52	54	61	66	70

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 8 660 161

1	2	6	7	8	10	12	15	22	23
28	29	38	39	44	52	56	61	67	68

Multiplicateur : x 4

Mardi 24 mars 2015

1er tirage

Joker + : 2 183 911

1	2	6	7	20	22	26	31	32	33
35	37	38	40	42	48	54	60	64	66

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 2 812 904

1	5	10	11	17	24	26	29	35	38
39	42	43	45	50	52	56	59	64	67

Multiplicateur : x 4

Mercredi 25 mars 2015

1er tirage

Joker + : 2 887 769

3	12	18	20	25	27	31	34	39	41
42	44	45	51	52	54	57	63	65	67

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 5 148 962

7	8	9	11	13	16	17	20	23	26
38	42	44	46	52	54	56	61	62	63

Multiplicateur : x 3

Jeudi 26 mars 2015

1er tirage

Joker + : 0 848 600

6	9	11	13	15	18	21	26	29	32
33	37	40	48	55	60	61	63	67	69

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 7 977 519

1	3	5	6	10	20	34	36	37	42
43	46	55	56	58	59	60	63	64	69

Multiplicateur : x 2

Vendredi 27 mars 2015

1er tirage

Joker + : 9 273 600

5	12	15	16	17	18	21	24	25	28
31	34	37	48	51	61	62	68	69	70

Multiplicateur : x 10

2e tirage

Joker + : 1 906 894

4	8	11	12	13	19	20	26	28	31
35	37	40	44	58	63	65	66	67	69

Multiplicateur : x 10

Samedi 28 mars 2015

1er tirage

Joker + : 3 635 537

2	3	6	9	16	19	20	22	25	27
37	38	41	44	45	47	54	58	59	60

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 1 787 885

2	3	6	13	15	18	19	25	28	31
32	36	38	39	46	56	57	58	60	67

Multiplicateur : x 3

Dimanche 29 mars 2015

1er tirage

Joker + : 6 996 478

2	7	9	10	13	24	27	29	38	40
41	47	50	51	53	54	60	61	63	68

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Joker + : 4 904 840

1	10	11	18	21	28	29	33	36	37
44	45	51	56	57	58	63	64	67	69

Multiplicateur : x 2

EURO MILLIONS

Mardi 24 mars 2015

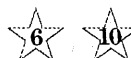
10 24 26 39 40



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	2	67 610 847
5		2	5	9 014 773
4 +	☆ ☆	9	40	563 412
4 +	☆	118	751	26 252
4		227	1 636	12 052
3 +	☆ ☆	318	1 619	8 699
2 +	☆ ☆	4 300	23 896	2 708
3 +	☆	5 356	32 028	1 933
3		11 527	68 113	1 527
1 +	☆ ☆	23 948	126 047	1 443
2 +	☆	84 660	481 089	1 026
2		181 973	1 023 032	489
My million : RE 222 8202				

Vendredi 27 mars 2015

2 30 32 39 44



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	6	36 277 756
5		0	12	6 046 288
4 +	☆ ☆	10	39	930 190
4 +	☆	185	1 100	28 854
4		335	2 029	15 644
3 +	☆ ☆	319	2 380	9 522
2 +	☆ ☆	5 242	34 954	2 983
3 +	☆	7 778	47 322	2 100
3		15 633	97 352	1 718
1 +	☆ ☆	29 760	188 973	1 551
2 +	☆	119 225	702 397	1 133
2		259 170	1 546 602	525
My million : TL 437 3258				

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A. Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, service du développement rural (SDR), rue Tuterai-Tane, route de l'Hippodrome, Pirae, BP 100, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : (689) 40 42 81 44 - fax : (689) 40 42 08 31.

B. Objet du marché :

- 1) Objet du marché : Marché n° 1601 du 18 mars 2015 relatif à la fourniture d'un chariot élévateur sur l'île de Tubuai ;
- 2) Type de marché : Marché de fourniture
- 3) Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 258 IAA/SDR/14 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 96 du 2 décembre 2014 et correctif publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 99 du 12 décembre 2014.

C. Procédure de passation : Appel d'offres ouvert sans variante, lancé conformément aux articles 19 à 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D. Critères de jugement des offres : Les offres sont jugées sur un total de 100 points avec la pondération suivante :

- la valeur du mémoire technique (50 %) ;
- le prix des prestations (40 %) ;
- le délai d'intervention en cas de panne, représentation locale sur l'île de Tubuai (10 %).

E. Nom du titulaire du marché : SAS Poly-Diesel.

F. Montant du marché : 34 120 535 F CFP.

G. Date de notification du marché : 30 mars 2015.

H. Date d'envoi du présent avis à la publication : 31 mars 2015.

I. Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, tél. greffe : (689) 40 50 90 25, tél. secrétariat : (689) 40 50 90 32 - fax : (689) 40 45 17 24, Courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf.

J. Délai d'introduction des recours :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jours suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

A Pirae, le 30 mars 2015.

*Le chef de service
du développement rural, par intérim,
Christophe GIRAUD.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 10-15 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, ministre de l'équipement,

BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2 (5e étage), rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - Objet du marché :

1. Objet du marché : Marché n° 15 0028 du 24 février 2015 relatif aux travaux d'aménagement du site du trou du souffleur, commune de Tiarei.
2. Type de marché : Marché de travaux.
3. Références de l'avis d'appel d'offres ouvert : Avis d'appel d'offres n° 80-14 MET publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 18 novembre 2014.

C - Procédure de passation : Appel d'offres ouvert sans variante lancé conformément aux articles 19, 20 et 23 à 25 quater du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - Critères de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1. *Prix :* 70 points.
2. *Valeur technique appréciée au regard du mémoire :* 30 points : une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire :
 - procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
 - provenance et références des fournitures : 9 points ;
 - note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
 - calendrier prévisionnel d'exécution des travaux : 3 points ;
 - plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points ;

E - Nom du titulaire du marché : SARL Boyer, BP 20287, Papeete, tél. : 54 88 77 - fax : 41 23 91, RC n° 7164 B, n° TAHITI 507855.

F - Montant du marché : Lot unique : 43 917 337 F CFP TTC.

G - Date de notification du marché : 10 mars 2015.

H - Date d'envoi du présent avis à la publication : 30 mars 2015.

I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : + 689 40 50 90 25, téléphone secrétariat : + 689 40 50 90 32, télécopie : + 689 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf.

J - Délais d'introduction des recours :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

Réception des annonces pour publication
au *Journal officiel* de la Polynésie française pour 2015

Date du JOPF	Date limite de réception des dossiers
MARDI	JEUDI à 11 h de la semaine précédente
VENDREDI	MARDI à 11 h de la semaine en cours

(*) *SAUF jours fériés*

F E R I E S 2 0 1 5	DATE LIMITE de réception des dossiers ⁽¹⁾	Publication au JOPF	
		N°	Date
Vendredi 3 avril (Vendredi Saint)	Lundi 30 mars à 11 h	27	Vendredi 3 avril
Lundi 6 avril (Lundi de Pâques)	Mercredi 1 ^{er} avril à 11 h	28	Mardi 7 avril
Vendredi 1 ^{er} mai (fête du Travail)	Lundi 27 avril à 11 h	35	Vendredi 1 ^{er} mai
	Mercredi 29 avril à 11 h	36	Mardi 5 mai
Vendredi 8 mai (Victoire 1945)	Lundi 4 mai à 11 h	37	Vendredi 8 mai
	Mercredi 6 mai à 11 h	38	Mardi 12 mai
Jeudi 14 mai (Ascension)	Lundi 11 mai à 11 h	39	Vendredi 15 mai
	Mercredi 13 mai à 11 h	40	Mardi 19 mai
Lundi 25 mai (Pentecôte)	Mercredi 20 mai à 11 h	42	Mardi 26 mai
Lundi 29 juin (Autonomie)	Mercredi 24 juin à 11 h	52	Mardi 30 juin
Mardi 14 juillet (Fête nationale)	Mercredi 8 juillet à 11 h	56	Mardi 14 juillet
Mercredi 11 novembre (Armistice 1918)	Lundi 9 novembre à 11 h	91	Vendredi 13 novembre
Vendredi 25 décembre (Noël)	Lundi 21 décembre à 11 h	103	Vendredi 25 décembre
	Mercredi 23 décembre à 11 h	104	Mardi 29 décembre
Vendredi 1 ^{er} janvier 2016 (Nouvel An)	Lundi 28 décembre à 11 h	1	Vendredi 1 ^{er} janvier 2016

⁽¹⁾ Calendrier susceptible d'être modifié en cours d'année.

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2014)	5 220 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 60 NS du 17 avril 2014)	1 680 F CFP
- Code des douanes (mise à jour au 1er avril 2014).....	3 062 F CFP
- Affiches "Accident du Travail"	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer"	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse"	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien)	58 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010	2 294 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2011.....	2 515 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2012.....	2 641 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2013.....	2 594 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2014.....	3 192 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998)	368 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996)	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996)	704 F CFP
- Convention collective des assurances	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	940 F CFP
- Convention collective des banques	496 F CFP
- Convention collective du commerce	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage	410 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 <i>broché</i>)	1 040 F CFP
- Livret d'apprentissage anticipé de la conduite (octobre 2009).....	670 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010)	326 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectificatif (JOPF n° 65 NS/11)	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11)	263 F CFP
- Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise	139 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)	2 629 F CFP
Tome 2 : Statuts particuliers (mise à jour au 31 mars 2002)	2 730 F CFP
Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999).....	1 659 F CFP

Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf